

En possession d'un voyageur algérien venu de Paris

Un pistolet automatique saisi à l'aéroport Houari Boumediene

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

La prise en charge des malades reste en deçà des aspirations

Graves défaillances dans le Plan cancer

Absence de l'organisation du circuit des cancéreux, d'assistantes sociales, d'une prise en charge par la Sécurité sociale des malades se soignant dans le secteur privé, du manque d'informations fiables ainsi que de base de données nationale des malades... sont autant de graves défaillances qui n'ont pas été prises en considération dans le Plan cancer qui arrive à son terme cette année.

Page 2



A l'horizon 2030

L'Algérie s'engage à réduire de 22% les émissions de gaz à effet de serre



L'Algérie s'est engagée, lors du Sommet Action Climat 2019, tenu septembre dernier à New York (Etats-Unis), à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7%, affichant sa disposition à les réduire à 22%, à l'horizon 2030, en cas de financement international, a déclaré une haute responsable du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables.

A ce propos, la directrice des changements climatiques, M^{me}. Fazia Dahlab, a indiqué à l'APS, que «cet engagement figure dans le Plan national du climat (PNC), présenté lors du Sommet de l'ONU», précisant que ce Plan comptait 155 projets, dont 76 relatifs à l'élimination des gaz à effet de serre et 63 autres aux actions d'adaptation aux changements climatiques.

Le PNC contient également 16 projets dédiés au développement des capacités nationales et au renforcement de la gouvernance, a-t-elle rappelé que ces projets permettront à l'Algérie de réduire, à l'horizon 2030, les émissions de gaz à effet de serre à 22% à condition de bénéficier d'un financement international.

Ces projets visent à consolider les capacités de l'Algérie à faire face aux changements climatiques induits par les émissions de gaz à effet de serre, à l'instar des inondations, feux de forêts, canicules et d'autres, a-t-elle ajouté.

Soulignant que l'Algérie était l'un des pays «non responsables» des émissions de gaz à effet de serre et de la déperdition de la couche d'ozone, mais plutôt «victimes», M^{me}. Dahlab a estimé qu'à l'instar des autres pays en voie de développement, elle (l'Algérie) ouvrirait droit à un soutien financier international pour les grands projets à même de lui permettre de s'adapter aux changements climatiques, d'autant qu'elle se trouve dans une région fortement confrontée à la fragilité climatique.

Page 5

Equipe nationale

Les Verts ont entamé leur stage à Sidi Moussa

Page 18



La prise en charge des malades reste en deçà des aspirations

Graves défaillances dans le plan cancer

Absence de l'organisation du circuit des cancéreux, d'assistantes sociales, d'une prise en charge par la Sécurité sociale des malades se soignant dans le secteur privé, du manque d'informations fiables ainsi que de base de données nationale des malades... sont autant de graves défaillances qui n'ont pas été prises en considération dans le Plan cancer qui arrive à son terme cette année.



Par Karima Nacer

Des insuffisances énormes sont décelées par les experts dans le plan cancer dont la durée était de cinq longues années. Des défaillances qui remettent en cause l'efficacité du Plan national de lutte contre le cancer qui devraient prendre en considération tous les aspects pour améliorer la qualité de vie du malade.

Pour corriger les lacunes dans les aspects de ce plan, les spécialistes proposent d'inclure les insuffisances relevées dans le prochain plan. Selon la sous-directrice chargée des maladies non transmissibles (MNT) au ministère de la Santé, le Dr Nadir Azirou Djamil, le Plan cancer 2015-2019, «est une opportunité officielle permettant de structurer toute une réflexion sur les avancées réalisées et les défis à relever en matière de lutte contre le cancer. A ce propos, elle dira que le prochain Plan, qui est appelé à être élaboré à l'avenir, doit prendre en charge les insuffisances du premier Plan, s'agis-

sant, notamment de l'organisation du circuit du cancéreux». Selon elle, le circuit du malade n'est pas structuré. Lorsqu'il arrive aux structures de soins, ce dernier est perdu, car orienté dans tous les sens et cela lui fait perdre beaucoup de temps alors que celui-ci est compté pour lui. C'est cela la principale hantise des patients». Tout en considérant que «l'organisation du circuit des cancéreux permettra l'amélioration de leur qualité de vie pendant leur maladie», la même responsable a déploré que cette dimension n'ait pas été incluse dans le Plan cancer, estimant que «le malade n'a pas à se soucier de sa prise en charge, depuis la connaissance de son diagnostic jusqu'à sa fin de vie», pour ceux qui n'en guérissent pas.

«Aussi, faute d'accompagnement, les familles des cancéreux souffrent énormément avec ces derniers, notamment lorsqu'ils arrivent au stade final. C'est pourquoi, le prochain Plan devrait également prévoir des assistantes sociales», argumente-t-elle, préconisant, par ailleurs, une prise en charge par la Sécurité

sociale des malades se soignant dans le secteur privé. Ces derniers, a-t-elle renchéri, étant également concernés par le programme national de lutte contre le cancer. Lequel programme est, selon elle, censé impliquer «l'ensemble des bailleurs de fonds, dans la mesure où il s'agit de l'argent du contribuable».

Pour sa part, le coordonnateur national du Plan cancer, Messaoud Zitouni, a déploré le manque en matière d'informations fiables s'agissant de la prise en charge du cancer, préconisant une base de données nationale s'agissant des aspects thérapeutique et de prévention de la maladie. «Les registres du cancer sont très efficaces, mais ne comportent pas encore toutes les solutions aux problèmes. Lorsqu'on veut analyser les résultats, aussi bien sur le plan thérapeutique, que de la prévention de la maladie, nous ne disposons pas d'informations fiables», a déclaré le Pr Zitouni. Le spécialiste a ainsi préconisé la mise en place d'un système de déclarations fiable des décès, lequel est indispensable pour tout registre du can-

cer. «Lorsque nous sommes dans un programme national de santé, il faut une base de données nationale. Il n'est pas normal que, le plus souvent, nous nous rabattions sur des chiffres qui nous viennent de l'étranger», a-t-il commenté.

Pour rappel, sur les 50 000 nouveaux cas de cancer enregistrés chaque année en Algérie, 12 000 cas concernent le sein alors que le cancer digestif représente plus de 60% des cancers affectant la gente masculine. Ceci, au moment où le cancer entraîne le décès de quelque 20 000 personnes chaque année. Des chiffres reflètent une hausse constante des cas, chaque année. Mauvais pronostic, diagnostic trop tardif, des rendez-vous éloignés, manque de médicaments, prise en charge qui laisse à désirer, ... en Algérie des patients décèdent faute de prise en charge. Espérant le prochain Plan de lutte contre le cancer prendra réellement les remarques des spécialistes et surtout les plaintes des patients avant d'élaborer quelconque plan.

K.N.

Prise en charge des personnes handicapées et personnes âgées
L'Etat veut impliquer le privé

Par Rachid Chihab

L'Etat veut l'implication du secteur privé dans la prise en charge des personnes handicapées. En effet, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a appelé, dimanche à Saïda, les investisseurs privés et les diplômés universitaires à investir dans le domaine social.

Animant une conférence de presse dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, la ministre a souligné que les investisseurs privés et les diplômés universitaires sont en mesure d'investir dans le secteur social au profit des personnes âgées et des handicapés.

Elle a fait savoir que les établissements relevant du secteur de la solidarité sociale ne pourront plus à l'avenir prendre en charge les personnes handicapées dont le nombre est grandissant au niveau national.

Mme Eddalia a indiqué que les familles aux bons revenus peuvent placer leurs enfants handicapés dans des établissements spécialisés de leur choix et permettre ainsi à ceux de l'Etat de prendre en charge les personnes aux besoins spécifiques issues de familles vulnérables et démunies.

La ministre a donné le coup d'envoi au siège de la wilaya d'une caravane de solidarité comportant des camions chargés d'aides alimentaires et de couvertures au profit des familles nécessiteuses résidant dans les zones enclavées de la wilaya.

En outre, elle a inspecté l'école des enfants sourds-muets Belabed Fathallah de Saïda où elle s'est enquis de leur encadrement.

Dans cet établissement, une exposition a été organisée en faveur de jeunes investisseurs de la wilaya ayant bénéficié de financement pour la création de micro-entreprises au titre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) dans la fabrication de bijoux et d'appareillages pour handicapés, de décoration et sculpture, de massage et kinésithérapie et embellissement de jardins.

A l'établissement de l'enfance assistée à Haï En-nasr de Saïda, Ghania Eddalia a suivi des explications sur cette structure qui a pris en charge 167 enfants depuis son ouverture en 2009 et qui a placé 127 enfants dans des familles d'accueil.

La ministre a visité aussi le centre psychopédagogique Moudjahid Touil Benfréha et une école des non-voyants chahid Kada Benmah à Aïn Lahdjar.

R. C.

Héros de la Révolution

Le ministre des Moudjahidine révèle plusieurs projets de films

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a fait état, dimanche à Skikda, de plusieurs projets de films sur les héros de la Révolution de libération dont le chahid Zighoud Youcef.

Dans une rencontre avec la presse au Musée régional du moudjahid Colonel Ali Kafi, le ministre a précisé que le projet de film sur Zighoud Youcef se trouve actuellement au niveau du Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national et la révolution du 1^{er} Novembre 1954, dont «la commission scientifique a approuvé», précisant que le «lancement de la production n'a pu se faire faute de financement», a-t-il déclaré.

Le ministère des Moudjahidine a toutefois fait savoir, que des contacts ont été engagés avec le ministère de la Culture pour dégager le budget nécessaire pour la réalisation de ce long métrage au moment où le pays se prépare à

célébrer le 65^{ème} anniversaire de la Révolution de Novembre. Concernant les dossiers en suspens entre l'Algérie et la France, se rapportant à la période de l'occupation française du pays, le ministre a considéré que «les autorités françaises n'affichent pas une volonté sincère de traiter ces dossiers dont celui de la récupération des archives de la Révolution libératrice et des crânes des chouhada de la résistance populaire et l'indemnisation du peuple algérien pour les crimes perpétrés à son encontre durant la période d'occupation».

M. Zitouni a déclaré, à ce propos, que des réunions ont été tenues par les commissions communes entre les deux pays estimant qu'«il existe un blocage du côté de la partie française». «Actuellement, les relations avec la France concernant les dossiers de récupération des crânes des chouhada de la résistance populaire et des archives ainsi que des disparus durant la

Révolution libératrice et l'indemnisation des crimes liées aux essais nucléaires dans le Sahara algérien qui sont gelées», a indiqué le ministre qui en a imputé la responsabilité à la partie française.

«La France, quoi qu'elle fasse pour retarder les choses, demeurera tenue de présenter des excuses officielles, reconnaître ses crimes et indemniser les Algériens», a ajouté le ministre qui a inauguré auparavant un cimetière de chouhada dans la commune de Zitouna, où il a assisté à la réinhumation des restes de 30 chouhada.

Il a aussi inauguré une salle de soins et de rééducation fonctionnelle dans la commune d'El Hadaïek, réalisée pour 30 millions de DA et visité le Musée régional du moudjahid où il a assisté à une opérette *Cri des générations* du club de théâtre de ce même musée.

APS

Intégration africaine

Création de zones économiques dans les régions frontalières

Longtemps marginalisées, les zones frontalières vont devoir souffler à la faveur de la création prochaine de «zones économiques» dans ces régions qui permettront une meilleure intégration avec le reste du continent.



Par S. A. Mohamed

En effet, l'Algérie planifie la création de zones économiques spéciales dans les espaces frontaliers dans son Grand-Sud pour parvenir à une meilleure intégration économique avec le reste du continent africain, a annoncé, hier à Alger, le ministre du Commerce, Saïd Djellab. «Dans le but, notamment de mettre en valeur la diversification du tissu industriel national, le gouvernement algérien prévoit la mise en place de zones économiques spéciales dans les espaces frontaliers du Grand-Sud algérien pour faire de ces régions un point d'intégration économique africaine», a indiqué M. Djellab dans une allocution prononcée à l'occasion de la tenue de la Conférence nationale sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Le ministre a, dans ce contexte, mis en exergue le «rôle moteur» des Conseils d'hommes d'affaires dans la croissance des échanges et le partenariat entre les pays africains. Selon M. Djellab, le «défi est grand pour donner aux opérateurs économiques et aux jeunes tous les moyens pour faire d'eux des acteurs dynamiques de

l'Afrique que nous voulons développée». D'autre part, le ministre a rappelé la mise en place d'une stratégie nationale spécifique à l'implication de l'Algérie dans la Zlecaf, qui s'inspirera de la politique économique du pays. Le ministre a annoncé, par ailleurs, que la Zlecaf dont l'entrée en vigueur est prévue pour juillet 2020, créera un marché d'une valeur de 3 000 milliards de dollars sans aucun droit de douane ou restriction aux frontières. «Une fois en place, la Zlecaf couvrira un marché de 1, 2 milliard d'habitants et un produit brut combiné de 2,5 milliards de dollars, et créera un marché de 3 000 milliards de dollars sans aucun droit de douane ni restriction aux frontières», a précisé le ministre lors des travaux de la Conférence. M. Djellab a, par ailleurs, rappelé que l'intégration de l'Algérie dans le continent africain est un «choix stratégique» qui passe impérativement par le commerce intra-africain et le partenariat. «L'intégration économique de notre pays dans notre continent est un choix stratégique qui passe impérativement par le commerce intra-africain et le partenariat. En effet, l'investissement et le commerce demeurent des éléments-clés pour soutenir

une bonne croissance et un développement économique durable», a-t-il soutenu. Il a, dans ce cadre, souligné que «l'un des cercles naturels d'intégration économique de l'Algérie demeure l'Afrique, qui continue à constituer un objectif majeur de notre politique de coopération». De ce fait, l'Algérie attache, a-t-il poursuivi, «une haute priorité au développement des relations exemplaires avec ses partenaires africains, découlant de sa conviction que l'intégration régionale aura un impact positif et important sur la croissance et l'efficacité économique». M. Djellab a indiqué, que le volume du commerce intra-africain demeurerait «très en deçà» des attentes, soulignant que toutes les études économiques mettent en exergue la faiblesse des échanges entre pays africains qui ne dépassent pas les 15%, soit 2% du commerce mondial. Plusieurs ministres algériens, africains et des représentants d'institutions africaines, ainsi que des experts, universitaires et acteurs économiques nationaux et étrangers ont pris part à la conférence. Présidé par le ministre du Commerce, Saïd Djellab, cet événement est axé sur les perspectives et les aspirations des pays africains

Cour d'Alger

Le parquet général dément le refus de constitution de l'avocat Mokrane Aït Larbi

Le parquet général de la cour d'Alger a démenti, dimanche dans un communiqué, le refus par le juge d'instruction près le tribunal de Dar El Beïda de la constitution de l'avocat Mokrane Aït Larbi dans un dossier en cours d'instruction.

Dans sa mise au point, le parquet général de la cour d'Alger a qualifié d'«allégations infondées» les informations relayées par certains médias et réseaux sociaux selon lesquelles le juge d'instruction près le tribunal de Dar El Beïda aurait refusé la

constitution de l'avocat Mokrane Aït Larbi dans une affaire pénale et la délivrance à ce dernier d'un permis de communiquer avec son client.

Le parquet général de la cour d'Alger a précisé qu'«en réalité, l'avocat en question ne s'est pas présenté devant le juge d'instruction ou son secrétariat pour remettre et recevoir les documents pertinents, mais a voulu se les procurer de façon illégale en envoyant une personne qui n'a rien à voir avec le dossier et qui ne remplit pas les conditions légales», ajou-

tant que «cela est dû au fait qu'il a refusé de se présenter en personne devant cette juridiction qui l'a déjà convoqué pour restituer la copie d'un autre dossier dont il avait été dessaisi par son client», explique le communiqué.

Le parquet général de la cour d'Alger a, par ailleurs, souligné que les dossiers qui sont traités au niveau de ses juridictions «ne sont pas d'ordre politique», assurant qu'«aucun détenu politique n'est incarcéré à leur niveau».

R. N.

vis-à-vis de la ratification de l'Accord commercial global à travers lequel s'effectue l'échange des biens et des services, l'investissement, les droits de la propriété intellectuelle et la politique de concurrence sans restrictions entre les pays membres de l'Union africaine (UA) en vue de renforcer le commerce intra-africain, suivant la logique de l'intérêt mutuel.

S. A. M.

Annaba

Le chef de la BRI sous mandat de dépôt pour «corruption aggravée»

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Hadjar (Annaba), a ordonné, dimanche soir, le placement du chef de la brigade de recherches et d'investigation (BRI) de la Sûreté de wilaya, sous mandat de dépôt pour «corruption aggravée», a-t-on appris de source judiciaire.

Arrêté mercredi soir en flagrant délit de corruption dans un des commerces du Cours de la Révolution au centre-ville de Annaba, le mis en cause a comparu, dimanche, devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar et a été entendu par le juge d'instruction du même tribunal, a précisé la même source.

Le prévenu (N.L.), âgé de 46 ans, est commissaire de police à la Sûreté de wilaya de Annaba et occupait le poste de chef de la brigade de recherches et d'investigations (BRI), a-t-on rappelé.

S'agissant du complice du mis en cause, il a comparu également devant le juge d'instruction près le tribunal d'El Hadjar et a été placé sous mandat de dépôt, a ajouté la même source.

B. O.

Cour suprême

L'ancien inspecteur général du ministère de la Justice placé en détention provisoire

Le Conseiller enquêteur près la Cour suprême a ordonné, dimanche, le placement de l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice, Tayeb Benhachem, en détention provisoire, a-t-on appris dimanche auprès de la Cour.

M. Benhachem est poursuivi dans l'affaire de l'ancien ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, poursuivi pour abus de fonction, entrave à la justice, incitation à la partialité et incitation en faux en écriture officielle.

Pour rappel, l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice avait comparu, pour la première fois, à la fin août dernier devant le Conseiller enquêteur près la Cour suprême qui a ordonné son placement sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire national.

S. F.

«Achvali n Ath Ghovri»

Sensibilisation des agriculteurs à adhérer à labellisation de l'huile d'olive

Une rencontre a été organisée dimanche à Azazga par la direction des services agricoles (DSA) de Tizi Ouzou au profit des agriculteurs de cette localité et de celle de Bouzguène pour les sensibiliser à adhérer au processus de labellisation de l'huile d'olive «Achvali n Ath Ghovri» produite dans cette région, a-t-on appris des organisateurs.



Lors de cette rencontre abritée par la maison de la culture d'Azazga et qui a regroupé plus de 70 agriculteurs des neuf communes concernées par cette démarche de demande d'un label d'Indice géographique (IG), les oléiculteurs et oléifacteurs présents ont été invités à adhérer nominativement à ce processus et à la coopérative Achvali n Ath Ghovri créée il y a presque une année afin d'appuyer la demande de labellisation, a indiqué à l'APS, le DSA, Laïb Makhlof.

Pour les besoins de l'adhésion, les agriculteurs doivent remplir des fiches nominatives où ils auront à indiquer la superficie et l'implantation de leurs oliveraies, le nombre d'oliviers dont ils disposent et les pratiques culturales appliquées. «Cette adhésion est nécessaire parce que c'est la coopérative qui va suivre les agriculteurs sur le terrain et veiller à l'application du cahier

des charges qui définit, notamment l'itinéraire technique de production de l'huile d'Ath Ghovri, a ajouté le même responsable.

Des recommandations contenues dans le cahier des charges élaboré par la commission de labellisation de la DSA et qui a accompagné la demande de labellisation déposée en décembre dernier au niveau du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ont été rappelées aux présents qui veulent intégrer le processus de labellisation.

Il s'agit essentiellement de la pratique de la taille des arbres, le travail du sol, la récolte qui doit se faire selon les normes en bannissant le gaulage, l'utilisation de filets pour éviter que les fruits ne tombent au sol et le stockage de la récolte dans des caisses afin d'obtenir une huile vierge ou extra vierge, la période de récolte des olives qui doit se

faire au stade véraison du fruit (vert-violet), la trituration qui doit intervenir dans un délai idéal de 48 heures, a rappelé M. Laïb.

Selon le même responsable, la demande de labellisation de l'huile d'olive Achvali (appellation locale de la jarre en terre cuite dans laquelle on conservait l'huile d'olive) n Ath Ghovri (région de la confédération des Ath Ghovri) concerne une aire géographique englobant neuf communes réparties sur les daïras de Bouzguène et d'Azazga et présentant un potentiel oléicole intéressant avec une olive-rie de 3 294 ha et une production annuelle moyenne de plus de 1,5 million de litres d'huile d'olive.

Neuf communes sont impliquées dans cette démarche de labellisation, à savoir Zekri qui détient à elle seule 732 ha du patrimoine oléicole des Ath Ghovri, Azazga (568 ha), Illoula Oumalou (479 ha), Yakourène

(398 ha), Ifigha (397 ha), Bouzguène (300 ha), Akerou (275 ha), Idjeur (95 ha) et Beni Zeki (50 ha).

La production d'huile est assurée par un total de 41 huileries dont 23 traditionnelles, huit semi-automatiques et 10 modernes, rappelle-t-on.

Situées entre 300 et 700 mètres d'altitude, les oliveraies des Ath Ghovri, sont composées de la variété chamlal greffés sur oléastres. Ces vergers oléicoles se situent dans un étage bioclimatique subhumide à hiver doux ce qui favorise le bon développement de l'olivier dans cette région. Les caractéristiques bioclimatiques de la région des Ath Ghovri, offre des caractères spécifiques à l'huile d'olive de cette région qui se distingue, notamment par son goût fruité, est-il mentionné dans le dossier de demande de labellisation.

Reda A.

A partir de novembre Air Algérie renforce ses vols vers Tamanrasset et Djanet

La compagnie aérienne nationale Air Algérie renforcera ses vols à destination du Sud vers les villes de Tamanrasset et Djanet tous les jeudis à partir du mois de novembre prochain, a indiqué dimanche un communiqué de l'entreprise.

Ces nouvelles rotations se feront à partir d'Alger vers Tamanrasset à 07h15, au départ de Tamanrasset vers Djanet à 09h40, au départ de Djanet vers Tamanrasset à 12h10 et au départ de Tamanrasset vers Alger à 13h15, a précisé la même source.

Ce sont deux nouvelles fréquences visent à «renforcer les vols du Grand-Sud avec des horaires de jour en Boeing 737-800», a fait savoir le communiqué.

R. M.

Finances

La France a emprunté 4,889 milliards d'euros à court terme

La France a emprunté 4,889 milliards d'euros à court terme hier sur les marchés, à des taux majoritairement en baisse, a annoncé l'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette française auprès des investisseurs.

Le pays comptait emprunter entre 3,7 et 4,9 milliards d'euros.

Dans le détail, le Trésor a levé 2,696 milliards d'euros à trois mois (13 semaines), à un taux de -0,639% contre -0,588% lors de la dernière opération comparable le 30 septembre.

Le pays a aussi émis 996 millions d'euros à six mois (22 semaines), à un taux de -0,627% contre -0,614% lundi dernier.

Enfin, le Trésor a emprunté 1,197 milliard d'euros à un an (48 semaines), à un taux de -0,628% contre -0,632% le 30 septembre.

A court et moyen termes, voire sur certaines échéances de long terme, jusqu'à 15 ans, la France emprunte à des taux négatifs, ce qui signifie que les investisseurs, qui cherchent à tout prix des placements sûrs, sont prêts à perdre de l'argent en lui prêtant. Emprunter sur ces échéances devient donc rémunérateur pour le Trésor.

H. R.

Elle sera organisée à Oran

Prochaine rencontre pour promouvoir l'entrepreneuriat universitaire

Une rencontre valorisant l'initiative entrepreneuriale chez les étudiants universitaires en fin de cycle est prévue la semaine prochaine à Oran, a-t-on appris dimanche du coordinateur local du programme national «Adéquation-formation-emploi-qualification» (Afeq).

Il s'agit d'un atelier d'appui à l'entrepreneuriat qui sera lancé

dimanche prochain pour quatre journées d'activités à l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (Usto-MB), a précisé à l'APS, Hassane Bouklia.

La consolidation de l'employabilité des diplômés constitue l'objectif essentiel de cette initiative, conformément à la vocation du programme Afeq favorisant la professionnalisation des parcours de

formation. La rencontre permettra aux étudiants de s'imprégner des différentes étapes du processus de création d'entreprise, a-t-on expliqué en signalant la participation d'enseignants responsables du Bureau de liaison université/entreprises (Blue).

Une séance dédiée à «l'appui à l'organisation de la Maison de l'entreprise de l'Usto-MB» sera aussi

animée au profit d'enseignants et d'opérateurs économiques.

L'Usto-MB a, pour rappel, consolidé son rapprochement avec le secteur économique par la signature de plusieurs accords de coopération avec des entreprises dont les activités cadrent parfaitement avec les objectifs de professionnalisation des filières de l'université.

Parmi ses nouveaux partenaires figurent, notamment le groupe d'industrie mécanique AGM, la compagnie maritime Cnan-Nord, le constructeur automobile Renault Algérie Production (RAP), la société d'exploitation des tramways d'Oran (Setram), et la Caisse nationale du logement (CNL).

T. B.

À l'horizon 2030

L'Algérie s'engage à réduire de 22% les émissions de gaz à effet de serre

L'Algérie s'est engagée, lors du Sommet Action Climat 2019, tenu septembre dernier à New York (Etats-Unis), à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7%, affichant sa disposition à les réduire à 22%, à l'horizon 2030, en cas de financement international, a déclaré une haute responsable du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables.



A ce propos, la directrice des changements climatiques, Mme. Fazia Dahlab, a indiqué à l'APS, que «cet engagement figure dans le Plan national du climat (PNC), présenté lors du Sommet de l'ONU», précisant que ce Plan comptait 155 projets, dont 76 relatifs à l'élimination des gaz à effet de serre et 63 autres aux actions d'adaptation aux changements climatiques.

Le PNC contient également 16 projets dédiés au développement des capacités nationales et au renforcement de la gouvernance, a-t-elle rappelé que ces projets permettront à l'Algérie de réduire, à l'horizon 2030, les émissions de gaz à effet de serre à 22% à condition de bénéficier d'un financement international.

Ces projets visent à consolider les capacités de l'Algérie à faire face aux changements climatiques induits par les émissions de gaz à effet de serre, à l'instar des inondations, feux de forêts, canicules et d'autres, a-

t-elle ajouté.

Soulignant que l'Algérie était l'un des pays «non responsables» des émissions de gaz à effet de serre et de la déperdition de la couche d'ozone, mais plutôt «victimes», Mme. Dahlab a estimé qu'à l'instar des autres pays en voie de développement, elle (l'Algérie) ouvrirait droit à un soutien financier international pour les grands projets à même de lui permettre de s'adapter aux changements climatiques, d'autant qu'elle se trouve dans une région fortement confrontée à la fragilité climatique.

Elle a rappelé, dans ce sens, le rapport présenté en 2018 par une Commission d'experts en climatologie relevant de l'ONU affirmant que la part de l'Algérie, qui se trouve dans une zone de l'Afrique du Nord qui présente une grande vulnérabilité climatique, dans les missions de gaz à effet de serre ne dépassait pas 0.39%, un taux quasiment faible par rapport aux pays développés (la Chine 22% et les Etats-Unis 28%).

Dans le même sillage, la même responsable a évoqué une étude réalisée dernièrement par des experts de l'Office national de météorologie et du ministère de l'Environnement sur «l'évolution des températures entre 2021 et 2050» mettant en garde contre une hausse de 1.8 C dans les régions du Nord et de 2.2 C dans les Hauts-Plateaux.

Qualifiant ces chiffres d'«alarmants», elle a estimé impératif de réagir face à ce phénomène à travers de grands projets visant à empêcher d'atteindre de tels niveaux, d'autant que l'objectif principal de l'Accord de Paris est de mener des efforts encore plus poussés pour limiter cette hausse à 1,5 C au-dessus des niveaux préindustriels, a-t-elle rappeler.

Soulignant que l'Algérie fait partie des pays nécessitant, face à ces graves phénomènes, le soutien technique et financier, la représentante du ministère de l'Environnement et des Energies renouve-

lables a fait savoir que l'Accord de Paris, ratifié par notre pays en octobre 2016, impose aux pays avancés «le financement» et l'accompagnement technique» des projets environnementaux des pays victimes des émissions polluantes afin de pouvoir s'adapter aux changements climatiques.

L'Algérie présente deux projets au Fonds vert pour le climat

La Directrice des changements climatique au ministère de l'environnement et des énergies renouvelables a indiqué que le Plan national pour le climat comptait, entre autres, deux grands projets qui ont été soumis au Fonds vert pour le climat en vue d'obtenir un soutien financier.

Il s'agit, a-t-elle précisé de «la réhabilitation du projet du barrage vert» et de «l'exploitation de l'énergie solaire dans le pompage des eaux à utiliser en irrigation dans le Sud et les Hauts-Plateaux».

En réponse à une question sur les premières estimations de la valeur globale des deux projets, Mme Dahlab a indiqué que le premier projet est évalué à 16,8 milliards de dinars et que la contribution «espérée» du Fonds vert pour le climat est de l'ordre de 5,16 milliards de dinars.

Pour le deuxième projet, la contribution financière espérée est de 1,2 milliard de dinars, a-t-elle encore déclaré, sans préciser son montant global.

T. K.

Environnement et énergies renouvelables

Session de formation au profit des journalistes

Une session de formation en environnement et énergies renouvelables a été lancée dimanche à la Maison de l'environnement d'El Matmar (Relizane) en faveur des représentants de la presse de la wilaya.

Cette session s'insère dans le cadre de la convention signée entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et celui de la Communication visant à former des journalistes dans le domaine environnemental, en vue de leur permettre contribuer à consécration de la culture environnementale, a souligné le directeur de la Maison de l'environnement, Lakhdar Mehdaoui.

Le programme de cette session encadrée par des cadres de l'institut national de formations en environnement et des universitaires, comprend un ensemble de thèmes abordant, entre autres, «la gestion intégrée des déchets», «la production propre et la consommation durable et la préservation de la biodiversité», «l'économie verte et les énergies renouvelables» et «l'éducation environnementale pour un développement durable».

Cette formation de 10 jours vise à acquérir des performances et de nouvelles informations sur la protection de l'environnement, les énergies renouvelables et le développement durable et à consacrer la culture environnementale par la sensibilisation sur la préservation de l'environnement. Cette formation permet de renforcer les connaissances de journalistes dans le domaine de l'environnement en vue de sensibiliser la société sur des sujets liés à ce thème, selon les explications fournies. F. O.

Ouargla

18 tonnes de déchets plastiques collectées

Pas moins de 18 tonnes de déchets plastiques ont été collectées lors d'une campagne, en cours, impliquant les établissements éducatifs dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche, auprès de la direction locale de l'environnement (DE). La campagne en question, lancée le 21 septembre dernier par l'annexe de la Maison de l'environnement de Ouargla et s'étalant sur une durée d'un mois, cible en premier les élèves des établissements éducatifs à travers un concours à échelle de wilaya de collecte des déchets plastiques, a expliqué à l'APS, la chargée de la sensibilisation, de l'information et de l'éducation environnementale à la DE, Asma Goudjil.

Elle a été aussi l'occasion de faire une sensibilisation, à travers des supports audiovisuels, sur les dangers du plastique

sur l'environnement, notamment les sachets et les bouteilles, et leur rejet de façon anarchique dans la nature, impactant négativement sur la vie quotidienne du citoyen et sur son environnement, a-t-elle ajouté.

L'opération de collecte des déchets devra toucher aussi les administrations locales, les hôtels, les salles de fêtes et les restaurants, en plus de l'implication des citoyens et de la femme au foyer, a poursuivi Mme Goudjil.

La campagne a porté, en outre, sur des programmes radiophoniques de sensibilisation et la distribution de dépliants comportant des explications sur les risques d'une mauvaise utilisation du plastique sur la santé du citoyen et sur l'environnement.

L'annexe de la Maison de l'environnement projette, dans les prochains jours, des

actions de sensibilisation au niveau des grandes surfaces commerciales à Ouargla et Sidi Khouiled, pour se rapprocher du citoyen et lui prodiguer des conseils sur l'utilisation du plastique et sur la non-conservation de nourriture dans les sacs en plastique.

Initiée dans un souci d'ancrage d'une culture environnementale, la campagne vise aussi la sensibilisation sur l'importance du tri sélectif des déchets avant leur rejet et sur le recyclage du plastique, poursuit la même responsable.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme national intitulé «Luttons ensemble contre le plastique», arrêté par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables sur la lutte contre les déchets plastiques. R. L.

Conférence internationale de Vigo sur le Sahara occidental

L'Espagne appelée à prendre une position courageuse

Le Premier ministre sahraoui, Mohamed Akeik, a rappelé samedi à Vigo, la responsabilité historique de l'Espagne dans le processus de décolonisation de l'ensemble du territoire du Sahara occidental et a revendiqué «une attitude courageuse pour réparer ses erreurs du passé et adopter une nouvelle stratégie dans la région».



« Il est indéniable que l'Etat espagnol continue d'être la puissance administrative du Sahara occidental et qu'il est responsable d'un scénario de souffrance plus durable que prévu », a souligné M. Akeik, dans son intervention lors des travaux de la Conférence internationale des villes solidaires avec le peuple sahraoui, organisée vendredi et samedi dans la ville espagnole de Vigo (Galice), évoquant la responsabilité juridique de l'Etat espagnol sur le territoire.

Pour le Premier ministre sahraoui, «les relations entre la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) et l'Espagne doivent suivre la voie tracée par les relations établies par leurs peuples».

Dans son message adressé

aux représentants des villes, municipalités et institutions, le responsable sahraoui a souligné que «la présence et la signature de jumelages avec des villes sahraouies assument une partie de cette responsabilité historique, nourrissent notre espoir et nous font partager le rêve tant attendu de la fin de l'ère coloniale, pour combattre l'occupation étrangère et mener à bien l'indépendance totale de la Rasd».

M. Akeik qui est également chef de la délégation sahraouie aux travaux de cette conférence, dont les travaux ont été achevés samedi, a saisi l'occasion pour dénoncer les accords illégaux qui incluent les zones occupées du Sahara occidental et a ajouté que «l'attitude actuelle des institutions européennes ne contribue pas à la

recherche d'une solution définitive au conflit et comporte des risques graves la stabilité dans la région du Maghreb».

«Malheureusement, l'Union européenne, dirigée par des pays directement impliqués dans le conflit, n'a pas respecté les condamnations prononcées par la Cour de justice des Communautés européennes et a renouvelé ses accords, y compris dans les zones sahraouies occupées. L'Union européenne a ainsi tourné le dos à la légalité internationale et à sa propre justice», a rappelé M. Akeik.

Le responsable sahraoui a mis en garde sur la nécessité d'établir de politiques claires pour mettre fin au statu quo et appliquer les résolutions de l'ONU sur le territoire. Il a également réitéré son appel à «la

mise en place de mécanismes de protection des droits de l'homme dans les zones occupées du Sahara occidental afin de mettre fin aux agressions contre la population civile et de garantir la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis, notamment le groupe Gdeim Izik, condamné illégalement par les forces d'occupation marocaines».

Mohamed Akeik a tenu, à cette occasion, à remercier les institutions galiciennes pour leur engagement et leur soutien à cette conférence internationale afin de continuer à accompagner les Sahraouis dans leur combat pour l'indépendance de la République sahraouie.

La conférence de Vigo (Galice) avait débuté, vendredi, avec la participation de plus de 80 représentants des différentes municipalités solidaires avec le peuple sahraoui, à travers l'ensemble des circonscriptions d'Espagne, d'Algérie, de France et d'Italie.

Au menu de la rencontre, plusieurs thèmes relatifs à la question sahraouie et à la responsabilité historique de l'Espagne dans le processus de décolonisation, en sus du pillage systématique des ressources naturelles sahraouies et des violations quotidiennes des droits de l'homme dans les territoires occupés ont été abordés par les participants.

La conférence à laquelle a pris part, le maire de la ville espagnole de Vigo, M. Abel Caballero, et le vice-gouverneur de Galice, Alfonso Rueda, vise à assurer une coordination entre les différents établissements et mouvements de solidarité avec le peuple sahraoui, à créer des idées et propositions susceptibles d'accélérer le processus de décolonisation au Sahara occidental conformément au droit international et à mettre un terme à la souffrance du peuple sahraoui.

R. I.

Guterres présente un nouveau rapport sur le Sahara occidental

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a remis un rapport sur le Sahara occidental aux membres du Conseil de sécurité international (CSI) que préside l'Afrique du Sud depuis octobre courant, a-t-on appris de sources informées. Le Conseil de sécurité onusien reprend, en octobre, ses consultations sur le dossier du Sahara occidental, en vue d'examiner avant le vote, la prorogation du mandat de la Minurso, qui expire à la fin octobre. Selon le programme officiel distribué par la commission permanente sud-africaine, les consultations sur la situation au Sahara occidental se tiendront les 8, 16 et 30 octobre courant, en sus des réunions et des consultations non officielles sur le projet de la résolution devant être publiée fin octobre.

Sous la présidence mensuelle sud-africaine, le CSI a convenu d'arrêter son ordre du jour, en y inscrivant trois séances pour débattre du conflit au Sahara occidental avant la fin du mandat de la Minurso, prévu le 31 octobre, en vertu de la résolution n 2468, indique une source onusienne. «La question sahraouie sera au centre des débats du CSI qui prendra des décisions pour les prochaines étapes en vue de relancer les efforts et accélérer le processus de règlement du conflit qui dure depuis longtemps», a affirmé la même source.

Le CSI prévoit, lors de la deuxième séance, une rencontre consacrée aux pays contribuant à la Minurso, qui se déroulera en présence du président de la Minurso, Collin Stewart, et du commandant pakistanais de la force de la Minurso, le général-major Zia Ur Rehman. Les consultations se tiendront dans une conjoncture difficile pour la région, en raison de la répression menée dans les territoires occupés, ayant causé dernièrement la mort d'une jeune fille, outre les arrestations arbitraires de plusieurs Sahraouis à El-Ayoune.

L'entérinement du rapport final du CSI aura lieu le 30 octobre prochain, lors de la 3^{ème} séance de consultation, à savoir la veille de la fin du mandat de la Minurso, a précisé la même source. A noter que l'instance suprême de l'ONU s'est déjà réunie deux fois sur la question en janvier et en avril, mais l'absence d'un émissaire onusien a empêché la progression dans le processus politique, initié par l'ancien représentant personnel du SG de l'ONU au Sahara occidental, Horst Koler. Ce retard dans la désignation d'un nouveau représentant personnel du SG de l'ONU au Sahara occidental a «paralysé le processus politique», avait souligné le président sahraoui, Brahim Ghali, dans une lettre envoyée en septembre au président du Conseil de sécurité.

R. L.

Dans son combat pour l'indépendance

La conférence de Vigo réaffirme sa solidarité avec le peuple sahraoui

La Conférence internationale des villes solidaires avec le peuple sahraoui, organisée dans la ville espagnole de Vigo (Galice), a réaffirmé «sa solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et son engagement en faveur du développement et de la consolidation des structures d'un Etat moderne, libre et démocratique».

Notant les priorités futures, la Conférence internationale de Vigo, tenue vendredi et samedi, «appelle à investir dans le maintien des services publics, en garantissant la stabilité du personnel avec un minimum d'incitations à leur permanence et en développant les services publics existants. Pour eux, le

maintien du système de santé publique, l'éducation, la Fonction publique et la création d'emplois pour les femmes et les jeunes sont définis comme des secteurs prioritaires», a-t-on souligné dans la déclaration finale de la Conférence.

La conférence ajoute que «l'adhésion à l'Union africaine et les relations diplomatiques avec des dizaines de pays révèlent la structure politique et administrative moderne de l'Etat sahraoui».

«La dénonciation maximale concernant la situation actuelle dans les zones occupées du Sahara occidental, caractérisée par des violations des droits de

l'homme, des actes de torture contre la population civile sahraouie, des meurtres et des disparus. De même, l'exploitation illégale des ressources naturelles par le Maroc est dénoncée, en violation de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes», a-t-on noté. Face à la prolongation du conflit, les participants à la Conférence ont appelé les «gouvernements locaux et territoriaux» à prendre de nouvelles initiatives politiques pour mettre fin aux violations des droits de l'homme, à la libération immédiate des prisonniers politiques emprisonnés par l'occupant marocain». Pour les représentants des gouvernements

locaux, «cette situation est maintenue, car le gouvernement marocain n'a pas respecté la légalité internationale avec la complicité et la permissivité de l'ONU, de l'Union européenne et des gouvernements d'Espagne (puissance administrante du territoire) et de la France».

Plus d'une centaine de représentants d'Espagne, de France, d'Algérie et d'Italie se sont réunis les 4 et 5 octobre 2019 pour étudier la nouvelle dynamique du travail de soutien au peuple sahraoui et la mise en oeuvre d'actions visant à faire pression pour l'achèvement du processus de décolonisation au Sahara occidental.

Les personnes présentes ont indiqué que la situation actuelle est intolérable et insoutenable. Ils déplorent également que «depuis plus de 44 ans, le gouvernement espagnol, à la suite de la signature des accords tripartites illégaux de Madrid, ait livré le territoire du Sahara occidental au Maroc, en violation de la légalité internationale, de la charte des Nations unies et des droits légitimes du peuple sahraoui».

Une importante délégation sahraouie dirigée par le Premier ministre, Mohamed Akeik, accompagnée de ministres, de gouverneurs et de maires, ont participé à la conférence de Vigo. H. T.

SANTÉ

CAC d'Adrar

Mise en exploitation du service d'oncologie

Le service d'oncologie spécialisé dans le traitement par chimiothérapie au centre anticancéreux (CAC) d'Adrar a été mis en service dimanche, a-t-on constaté.



Disposant d'un encadrement médical spécialisé et bien équipé, cette structure a, à son inauguration, accueilli, dans de bonnes conditions, 10 patients transférés de l'hôpital 120 lits d'Adrar, a précisé le directeur du CAC, Abdallah Bahti.

L'ouverture de cette structure de santé est le fruit de moult rencontres de concertation entre les spécialistes des conseils d'administration et médical pour cerner les besoins de ce service et exploiter les postes budgétaires disponibles, tous corps confondus, en vue d'assurer ses bons fonctionnement et gestion.

Tant attendu par la population locale, ce service est encadré par un staff médical composé de quatre oncologues, six praticiens généralistes, sept chimiothérapeutes, deux spécialistes en médecine nucléaire, cinq anatomistes, 14 physiciens médicaux,

huit manipulateurs d'imagerie médicale, deux psychologues, des pharmaciens, en plus de 36 paramédical (infirmiers et aides-soignants), a précisé M. Bahti.

Selon l'organigramme du CAC, le service de radiothérapie, qui sera ouvert prochainement après validation du rapport d'expertise par les parties responsables, devra contribuer, pour sa part, à l'amélioration des prestations médicales et d'épargner aux cancéreux les déplacements sur des distances de plus de 1 000 km pour les soins spécialisés au niveau des établissements du Nord du pays.

Le directeur du CAC a, à cette occasion, salué les efforts louables d'accompagnement accordés par le staff médical du Centre Pierre et Marie Curie d'Alger pour l'ouverture du CAC d'Adrar.

M. Bahti a estimé, toutefois, qu'en dépit de cette démarche, d'autres défis sont

encore à relever, notamment au plan logistique, afin d'assurer une gestion optimale et régulière du Centre, sollicitant pour cela les instances responsables et centrales en vue d'accompagner et de renforcer le CAC en encadrement suffisant, notamment les professionnels et agents de sécurité chargés de l'hygiène et de la sécurité, à la satisfaction des patients.

Offrant une capacité d'accueil de 140 lits, le centre anticancéreux de la wilaya d'Adrar, fruit d'un investissement de plus de six milliards de DA, a été réalisé par l'entreprise Cosider, conformément aux normes requises. Cette structure médicale spécialisée sera dotée des services médicaux nécessaires en vue de remplir sa vocation, dans sa dimension locale et régionale, de prise en charge des cancéreux et de leur assurer les prestations médicales nécessaires, en chimiothérapie et radiothérapie,

ainsi que la contribution au dépistage précoce de la maladie et au suivi continu.

Le président de l'association caritative d'aides aux cancéreux El Gheith El Qadem, Abderrahmane Toumi, s'est félicité de l'ouverture de cet acquis "de qualité" dans la prise en charge des malades et l'amélioration des prestations médicale, avant d'appeler les associations à coordonner leurs efforts pour assurer le confort des malades.

Le président de l'association 13 Février 1960 des victimes des explosions nucléaires coloniales à Reggane, El Hamel Sid Aneur, a, de son côté, salué les efforts fournis par l'Etat pour satisfaire cette préoccupation de la population locale, ajoutant que la région a tant attendue cette structure en vue de réduire les souffrances endurées par les cancéreux.

Reda A.

Mila

L'EPH Les Frères Toubal renforcé par plus de 30 lits

L'établissement public hospitalier (EPH) Les Frères Toubal sera renforcé "au début de l'année prochaine" par plus de 30 lits supplémentaires après le parachèvement des travaux de son extension, a-t-on appris, dimanche, du directeur de la santé (DSP), Saïd Ouabbas.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que l'opération d'extension permettra de porter la capacité d'accueil de cette structure de santé à plus de 120 lits, soulignant que l'enveloppe financière réservée à ce projet est puisée du budget alloué au secteur.

Les actions à entreprendre portent sur le transfert des bureaux administratifs à des services hospitaliers réservés aux femmes et aux hommes et seront réceptionnées à la fin de l'année en cours, a fait savoir la même source.

Une étude relative à la création de deux services de permanence et des urgences a été entamée par les services de la santé dans le cadre de l'amélioration des prestations de service au sein de cet établissement, a indiqué M. Ouabbas.

Le même secteur, a-t-il révélé, prévoit aussi la réhabilitation et l'extension de l'hôpital psychiatrique de la commune d'Oued Athmania (Sud de Mila) avec la mobilisation d'un montant financier de 150 millions de DA, ce qui permettra, selon lui, de porter le nombre de lits à plus de 300 et la prise en charge des malades issus de 17 wilayas de l'est du pays.

S'agissant de l'encadrement médical, le DSP a souligné que le déficit signalé dans la wilaya en matière de médecins spécialistes a été comblé avec le recrutement de 37 praticiens à travers l'ensemble des infrastructures sanitaires en plus du recrutement prochain à l'hôpital

Mohamed Medahi de la localité de Ferdjioua de trois autres médecins spécialisés en gynécologie obstétrique.

Ce nombre de médecins devrait être porté à 45 nouveaux praticiens, dans le cadre du programme tracé par le ministère de tutelle visant l'amélioration des prestations des services à l'échelle locale, a-t-on signalé de même source.

Reda A.

Jijel

Hospitalisation de 23 enfants atteints de méningite

Vingt-trois enfants hospitalisés pour atteinte de méningite ont été enregistrés par le service pédiatrique de l'hôpital d'El Milia (52 km à l'est de Jijel), a-t-on appris dimanche auprès du directeur de la santé par intérim, Ferhat Merabet.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que la wilaya de Jijel a enregistré, durant la première semaine du mois d'octobre en cours, plusieurs cas de cette pathologie virale, dont cinq cas au chef-lieu de wilaya, huit à El Milia et deux autres dans la commune de Tahir.

Selon le même responsable, la majorité des malades recensés a bénéficié des soins médicaux nécessaires et a quitté les services hospitaliers à l'exception de l'hôpital Mentouri Bachir de la localité d'El Milia où se trouvent encore 23 enfants, tout âge confondu, admis entre la fin du mois de sep-

tembre dernier et le début du mois d'octobre en cours.

Il a affirmé, à ce propos, qu'une cellule de crise a été installée à l'hôpital d'El Milia pour suivre la situation et prendre en charge les procédures préventives par le biais de l'isolement des patients afin d'éviter la transmission de cette maladie, le contrôle intensif des enfants et le suivi de l'évolution de leur état de santé.

De son côté, le Dr Habiba Kassimi, inspectrice à la DSP a souligné que la méningite reste une maladie rare affectant les méninges (enveloppes de la moelle épinière et du cerveau) qui touche en particulier les enfants. Ses symptômes sont

principalement une température élevée, une sensation de douleur à tête et des vomissements en plus d'autres symptômes tels que l'incapacité à supporter la lumière,

a-t-elle indiqué.

Chez les nourrissons, ajoute la même praticienne, il existe des symptômes supplémentaires tels que le refus de l'allaitement, des pleurs fréquents et une incapacité à bouger.

Elle a fait savoir, à cet effet, qu'il existe deux types de méningites, la méningite virale et la méningite bactérienne, qui selon elle, est la plus grave car touchant le cerveau et provoquant des complications de l'audition et même de la motricité.

A signaler que la wilaya de Jijel a enregistré 125 cas similaires depuis le début du mois de janvier 2019 jusqu'à la première semaine du mois d'octobre en cours, dont 67 cas sont dénombrés dans la localité d'El Milia, 34 dans la commune de Tahir en plus de 23 autres dans la ville de Jijel.

Reda A.

EHU d'Oran

Les urgences pneumologiques au coeur d'un 9^{ème} Congrès international

Le 9^{ème} Congrès international de pneumologie de l'EHU d'Oran, prévu du 7 au 8 novembre, a retenu les urgences pneumologiques comme thématique principale, a-t-on appris des organisateurs de la rencontre scientifique.

Le Pr Salah Lellou, chef du service de pneumologie de l'EHU a indiqué à l'APS, que plusieurs communications

seront animées par des spécialistes nationaux et étrangers, de manière à partager un maximum d'expériences en matière de prise en charge en urgence des pathologies respiratoires. Organisée en partenariat avec l'Association oranaise de santé respiratoire (Aord), cette rencontre propose, par ailleurs, plusieurs ateliers sur différents thèmes comme le pneumothorax,

une affection de la plèvre mettant en communication l'espace pleural et l'atmosphère, et l'hémoptysie, un rejet, à l'occasion d'effort de toux, de sang provenant des voies aériennes sous-glottiques.

Chaque année, le service de pneumologie de l'EHU d'Oran prend en charge quelque 3 000 urgences respiratoires, des crises d'asthme sévères et des exacerbations des broncho-

pneumopathies chroniques obstructives (Bcpo) des sujets fumeurs, pour la grande majorité. La diminution des urgences respiratoires exige une prise en charge correcte des malades en dehors des crises et permet de contrôler la maladie et de réduire le coût et le nombre de visites aux urgences, a souligné le même responsable.

M. L.

Bouira

Des citoyens réclament l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles

Des dizaines de citoyens ont réclamé dimanche à Bouira, lors de divers mouvements de protestation, l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles, a-t-on constaté.

Au chef lieu de wilaya, des enseignants du cycle primaire ont observé un sit-in devant le siège de la direction de l'Education pour réclamer l'amélioration de leur situation socio-professionnelle. Les enseignants protestataires, venus des différentes écoles primaires de la wilaya, ont brandi des pancartes et des banderoles portant des slogans réclamant leur reclassement et l'amélioration de leur situation socio-professionnelle qu'ils jugent «précaire», se plaignant notamment de la «dégradation» du cadre de travail dans les écoles primaires qui, selon eux, ne disposent pas de moyens pédagogiques pour aider l'enseignant dans sa mission.

Les enseignants protestataires réclament également leur droit au logement social et la revalorisation de leurs salaires pour préserver leur dignité. Contacté par l'APS, le directeur de l'Education de Bouira, Mourad Bouziane, a qualifié d'«illégal» cette action de protestation, initiée, selon lui, par une «partie inconnue». «Je ne peux pas vous répondre à propos d'une action injuste, et non officielle, car c'est un mouvement initié par une partie inconnue», a-t-il commenté.

Par ailleurs, des dizaines d'employés de l'Agence foncière de la wilaya de Bouira ont



Boumerdes

Plus de 7.500 emplois créés

Plus de 7.500 postes d'emplois (toutes formules confondues) ont été créés à Boumerdes, durant le premier semestre de cette année, contre 22.493 emplois créés durant l'année 2018, a-t-on appris, dimanche, du directeur de l'emploi de la wilaya.

Sur ce total d'emplois créés, 7.300 sont à l'actif du secteur économique et de l'Agence de l'emploi de la wilaya, a indiqué à l'APS, Abdelmalek Atailia. Le reste des emplois a été créé par le secteur administratif, outre différents dispositifs publics de soutien à l'emploi, dont le Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), les Contrats de travail aidé (CTA), l'ANSEJ, la CNAC et l'ANGEM, a-t-il ajouté.

Toujours selon les chiffres fournis par M. Atailia, la même période a enregistré une offre globale de 7.087 emplois, contre 17.858 offres d'emplois enregistrées, durant toute l'année 2018.

Une part léonine de ces offres d'emplois, soit 6.600 offres, ont été assurées par les dispositifs de recrutement classique, contre 4000 offres assurées dans le cadre des CTA, et une quarantaine dans le cadre du DAIP.

Les agences locales de l'emploi de la wilaya ont enregistré, pour leur part, plus de 17.100 demandes d'emplois, à la période indiquée, dont 13.100 demandes relevant de la gente masculine, et près de 4000 de la gente féminine, est-il signalé de même source.

Le taux de chômage à Boumerdes a enregistré une «légère hausse», en passant de 10,29% en 2018, à 11,17% durant le premier semestre 2019, a souligné le même responsable, prévoyant une «baisse de ce chiffre vers la fin de cette année, à 11%, grâce aux différents placements actuellement en cours», a-t-il indiqué. Ce taux (de chômage) représente 67.000 âmes du volume de la population inactive, sur un total de plus de 530.000 personnes occupées. Le volume des personnes actives est de 600.000 âmes, sur une population globale estimée à plus de 980.000 personnes résidant dans la wilaya, est-il signalé par ailleurs.

D. K.

enclenché un mouvement de grève en guise de protestation contre la «dégradation» de leurs conditions socio-professionnelles ainsi que contre ce qu'ils appellent «la mauvaise gestion» et «les décisions arbitraires» prises à leur encontre par le directeur intérimaire de l'Agence, Mohamed Koraichi.

«Le responsable de l'Agence promeut des éléments incompetents à la tête des services et sanctionne comme il veut. Quant à nous, nous ne demandons que nos droits à un reclassement juste et une bonne gestion de l'agence», ont confié des employés protestataires. Les grévistes réclament, entre autres, leur prime de rendement collectif (PRC), alertant, à l'occasion, sur les «difficultés financières» que traverse l'Agence foncière de Bouira.

Réagissant, à son tour, M. Koraichi a démenti toutes ces allégations, tout en dénonçant une «campagne acharnée

menée» contre lui par des employés qui, à ses yeux, «ne respectent pas les mesures disciplinaires de travail». Il a également dénoncé les «dépassements» du chef de la section syndicale de l'Agence qui, a-t-il dit, a «tenté plusieurs fois de perturber les chantiers et les projets de l'agence notamment celui des 26 logements promotionnels aidés d'Ain Bessam (Ouest de Bouira) et celui des 150 unités LPA de Bouira».

Le même responsable a tenu, en revanche, à rassurer les employés grévistes quant à la prise en charge de leur doléance relative à la PRC. «Un travail en ce sens est en cours d'élaboration», a-t-il assuré.

A Aghbalou, à une cinquantaine de kms à l'est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, des habitants avaient procédé dans la matinée à la fermeture du siège de l'Assemblée populaire communale (APC) pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils deman-

daient surtout la réhabilitation de la route menant vers le chef-lieu sur une distance de 4 kilomètres et qui se trouve dans un état de délabrement à cause des inondations. Les manifestants réclament aussi la réalisation d'un réseau d'assainissement ainsi que d'autres projets de développement au profit de leur municipalité.

Le président de l'APC, Nacer Hamoum, a expliqué à l'APS qu'il s'agissait de revendications «légitimes». «Pour l'assainissement, tout est fin prêt pour confier les travaux à une entreprise, alors que des essais sont en cours pour la mise en service d'une bache à eau afin de renforcer l'alimentation en eau potable», a rassuré le P/APC d'Aghbalou, déplorant qu'une fiche technique soit «rejetée» par les services de la wilaya pour la réhabilitation de la route principale du chef-lieu municipal.

R. L.

Ouargla

Réhabilitation de plus de 290 écoles primaires

Au moins 297 écoles primaires implantées à travers différentes communes de la wilaya d'Ouargla ont bénéficié de la réhabilitation au cours des trois dernières années, a-t-on appris dimanche auprès des services de la direction locale de l'Education.

Entrant dans le cadre des efforts menés pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves, l'opération a nécessité un financement de 5 milliards DA, dégagé sur le budget de wilaya, le Plan de développement communal et la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales notamment, a-t-on précisé.

L'opération, dont les travaux sont en voie d'achèvement, a touché les façades des écoles, les cours, les sanitaires et les salles de classe en état de dégradation, la rénovation des réseaux divers et d'éclairage, en plus de la réparation de certains équipements. Elle a également porté sur l'aménagement des espaces verts ainsi que sur la

réparation des systèmes de climatisation et de chauffage, a-t-on détaillé.

En revanche, peu d'opérations du genre ont été retenues en faveur des établissements éducatifs des cycles moyen et secondaire, selon la même source, qui précise que la wilaya s'est occupée de la réhabilitation de quelque Collèges d'enseignement moyen (CEM) seulement et qu'il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne la remise en état des structures pédagogiques des cycles d'enseignement précités.

Par ailleurs, la direction de l'Education a fait état de 107.600 élèves bénéficiant de la restauration scolaire au niveau de 324 cantines.

Concernant la solidarité scolaire, la direction du secteur a attribué jusqu'à septembre dernier plus de 12.800 trousseaux scolaires et 60.000 primes de solidarité scolaire (5.000 DA) ainsi que pas moins de 1.183.850 manuels scolaires dans les trois paliers de l'enseignement, au titre de la nou-

velle année scolaire (2019 /2020) qui a été marquée par l'ouverture de dix (10) établissements éducatifs (9 groupements scolaires et un CEM).

Dans l'objectif d'atténuer le phénomène de surcharge des classes et réduire le problème de transport, surtout dans les zones rurales et éloignées des agglomérations urbaines, à l'instar de Rouissat, Hassi-Benabdallah, El-Alia, Zaouia El-Abidia, Mégarine, Benaceur et El-Borma, les responsables du secteur de l'Education ont proposé l'inscription de nouvelles opérations pour la réalisation de sept (7) groupements scolaires, onze (11) collèges et quatre (4) lycées.

Le secteur compte actuellement à Ouargla 198.987 élèves, tous paliers confondus, répartis sur 496 établissements éducatifs, dont 331 écoles primaires, 115 CEM et 50 lycées, selon les données de la direction de l'Education.

R. R.

CONFLITS ►►

Syrie

Retrait des troupes américaines, une «offensive» turque se prépare

Les troupes américaines ont entamé hier, leur retrait de secteurs proches de la frontière turque dans le nord de la Syrie alors que la Turquie a annoncé qu'une «offensive» visant les Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition de combattants à majorité kurde) pourrait être lancée «à tout moment».



Dans un communiqué, les FDS ont indiqué que «les forces américaines se retirent des zones frontalières avec la Turquie», tandis que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh) a rapporté qu'elles se sont retirées de positions clés à Ras al-Aïn et Tal Abyad vers une base militaire située entre ces deux secteurs.

Les FDS ont, elles, creusé des tranchées et des tunnels dans ces zones ainsi que près de Kobané (Aïn El-Arab) en préparation de l'offensive, a ajouté l'ONG syrienne.

Les Etats-Unis ont opéré un

retrait en annonçant dimanche leur retrait de régions où se trouvent des milices kurdes syriennes ciblées par la Turquie. Ils ont également annoncé une opération turque «pour bientôt».

Face à ces développements autour de la Syrie, l'ONU a déclaré se «préparer au pire», craignant une crise humanitaire alors que le conflit en Syrie a fait des millions de déplacés et de réfugiés et coûté la vie à plus de 370 000 personnes depuis 2011.

Les FDS, soutenues jusqu'ici par Washington dans leur lutte contre le groupe terroriste Etat islamique (EI/Daech), ont averti qu'une opération turque entraîne-

rait une résurgence majeure de l'EI et annulerait «des années de combats fructueux» contre les terroristes. Hier, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé que l'«offensive» turque arriverait à n'importe quel moment. «On pourrait entrer n'importe quelle nuit sans prévenir», a-t-il dit, tandis que le chef de la diplomatie turc Mevlüt Cavusoglu a dit que son pays était déterminé à «nettoyer» le nord de la Syrie des «terroristes» qui menacent sa sécurité, en allusion aux forces kurdes.

La semaine dernière, M. Erdogan a affirmé que la Turquie arrivait à bout de sa patience vis-à-vis des Etats-Unis au sujet de la

création d'une «zone de sécurité» dans le nord de la Syrie. Il a envoyé des renforts militaires à la frontière ces dernières semaines.

Cette zone tampon, prévue par un accord entre Washington et Ankara conclu en août, doit être créée entre la frontière turque et les régions syriennes contrôlées par la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS.

Ankara considère cette milice comme une organisation «terroriste» et craint des velléités «séparatistes» kurdes sur son propre sol.

Deux précédentes offensives turques ont été menées en 2016 et 2018 dans le nord syrien, la première contre l'EI et la deuxième contre les YPG.

«Les forces américaines ne vont pas soutenir ou être impliquées dans l'opération et les forces américaines, qui ont vaincu (l'EI), ne seront plus à proximité immédiate», a assuré la Maison-Blanche. Avec l'aide des Etats-Unis principalement, les FDS ont pris le contrôle en mars 2019 de l'ultime bastion de l'EI en Syrie.

Les FDS ont averti qu'en cas d'opération turque, les chefs de l'EI encore en vie pourraient sortir de «leur cachette», notamment dans le désert. Une offensive menacerait aussi les prisons et les camps gérés par les FDS et qui abritent de nombreux terroristes et leurs familles.

Dans leur communiqué, les FDS ont souligné que 11 000 combattants kurdes avaient été

tués en cinq ans de guerre pour éliminer les terroristes de Daech, qui avait pris en 2014 de vastes territoires à cheval entre la Syrie et l'Irak. Mais la Turquie a répondu qu'elle «ne laissera pas» l'EI revenir.

Les Kurdes avaient déjà dénoncé l'annonce fin 2018 du président américain, Donald Trump, de retirer ses troupes de Syrie et prévenu maintes fois qu'ils ne pourraient mener à bien leur lutte contre les terroristes s'ils devaient combattre la Turquie.

Selon un rapport du Pentagone, l'EI est en train de «ressurgir» en Syrie et a «renforcé ses capacités insurrectionnelles».

«Nous sommes déterminés à défendre notre terre à tout prix», ont indiqué lundi les FDS.

Outre éloigner les YPG de sa frontière, M. Erdogan espère pouvoir utiliser cette «zone de sécurité» pour y renvoyer jusqu'à deux des 3,6 millions de réfugiés syriens que la Turquie accueille. Mais les Kurdes accusent Ankara de vouloir affaiblir leur présence dans la région.

R. I.

Iran-Irak

Khamenei accuse des "ennemis" de vouloir semer la discorde

Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, a accusé hier des «ennemis» de chercher à «semer la discorde» entre l'Iran et l'Irak, son voisin et allié secoué depuis près d'une semaine par des manifestations au cours desquelles plus de 100 personnes ont été tuées.

Après s'être livré une guerre meurtrière (1980-1988), les deux pays à majorité chiite ont opéré un rapprochement après la chute de Saddam Hussein en 2003, consécutive à l'invasion américaine de l'Irak.

L'Iran soutient plusieurs groupes armés chiites en Irak et a aidé le pouvoir irakien dans sa guerre contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). Les Etats-Unis, ennemi juré de l'Iran, sont également un allié de Bagdad.

«L'Iran et l'Irak sont deux nations dont le cœur et l'âme sont liés. Des ennemis cher-

chent à semer la discorde mais ils ont échoué et leur complot n'aura pas d'effet», a écrit M. Khamenei dans un tweet, sans préciser qui sont ces «ennemis».

Selon l'agence officielle Irna, ce tweet a été publié en réaction aux manifestations qui ont lieu à Bagdad et dans le sud du pays à majorité chiite, depuis le 1^{er} octobre, pour réclamer le départ du gouvernement accusé de corruption ainsi que des réformes économiques.

Les autorités irakiennes ont accusé des «saboteurs» et des «tireurs non identifiés» infiltrés de cibler manifestants et forces de l'ordre. Selon des sources médicales et sécuritaires, parmi la centaine de personnes tuées figurent huit membres des forces de sécurité. Plus de 6 000 personnes ont, en outre, été blessées. Ces manifestations interviennent alors que des milliers de marcheurs iraniens

ont entamé le grand pèlerinage chiite annuel vers le tombeau de l'imam Hussein à Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, qui doit culminer le 17 octobre avec les célébrations d'Arbaïn. L'Iran avait appelé ses ressortissants prévoyant de se rendre en Irak pour le grand pèlerinage à retarder leur départ. La télévision d'Etat avait annoncé le 2 octobre qu'un des trois postes-frontière utilisés par les pèlerins pour se rendre en Irak avait été fermé.

Mais l'agence iranienne Isna a affirmé lundi que le poste-frontière, fermé selon elle à la demande des autorités irakiennes, avait rouvert et qu'un groupe de pèlerins l'avait emprunté pour se rendre en Irak.

En 2018, environ 1,8 million d'Iraniens ont effectué le pèlerinage d'Arbaïn, selon des chiffres officiels.

AFP

Nucléaire

Pyongyang déclare n'avoir "pas d'intérêt" pour la poursuite de négociations avec Washington

La Corée du Nord a déclaré dimanche n'avoir «pas d'intérêt» pour la poursuite de négociations sur le nucléaire si les Etats-Unis n'abandonnent pas leur politique «hostile», au lendemain de l'échec de consultations en Suède.

Pyongyang n'a «pas d'intérêt» pour la tenue de négociations aussi écoeuvrantes que celles-ci tant que les Etats-Unis n'auront

pas pris de mesures concrètes pour mettre un terme à leur politique hostile», a déclaré un porte-parole de la diplomatie nord-coréenne cité par l'agence officielle KCNA.

«Le sort du dialogue Etats-Unis/Corée du Nord est entre les mains de Washington et la date limite est à la fin de l'année», a-t-il ajouté.

Ces nouvelles déclarations

virulentes interviennent au lendemain de l'échec de consultations en Suède entre Pyongyang et Washington, qui constituaient une première tentative de renouer le dialogue après des mois d'impasse diplomatique et d'escalade militaire avec les tests de missiles de la Corée du Nord.

A l'issue d'une journée de consultations à Stockholm samedi, l'émissaire nord-coréen Kim

Myong Gil avait imputé l'échec des discussions aux Etats-Unis, estimant que ces derniers n'avaient «pas renoncé à leur attitude habituelle» et n'apportaient «rien à la table des négociations».

Toutefois, Washington a assuré avoir eu de «bonnes discussions» avec Pyongyang en Suède. «Les commentaires faits plus tôt par la délégation de Corée du Nord ne reflètent pas

le contenu ni l'esprit de la discussion d'aujourd'hui, qui a duré huit heures et demie. Les Etats-Unis ont amené des idées innovantes et ont eu de bonnes discussions avec leurs homologues nord-coréens», a affirmé le porte-parole du département d'Etat américain, Morgan Ortagus, dans un communiqué, relayé par des médias.

R. I.

Palestine
Abbas veut parler avec toutes les factions de prochaines élections

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a annoncé dimanche de prochaines discussions sur de nouvelles élections législatives avec toutes les factions palestiniennes.

Lors d'une rencontre avec des responsables palestiniens à Ramallah en Cisjordanie occupée, M. Abbas a renouvelé son engagement à tenir des élections sans toutefois fixer de calendrier.

Il a annoncé la mise en place de deux commissions pour «discuter avec la commission électorale, avec toutes les factions». Toute élection doit se tenir en «Cisjordanie, à El-Qods et dans la bande de Ghaza».

L. R.



Cameroun

Le pays d'Afrique centrale aux crises multiples

Près d'un an après la réélection de Paul Biya, le Cameroun reste englué dans deux conflits armés et une crise politique inédite en près de 37 ans de pouvoir.

Après avoir fait preuve d'intransigeance, le chef de l'Etat, qui vient d'ordonner la libération de son principal opposant Maurice Kamto et de ses partisans, ainsi que celles de détenus liés à la crise anglophone, semble jouer l'apaisement.

Crise séparatiste anglophone

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peuplées par la minorité anglophone qui représente 14% des Camerounais, sont le théâtre d'un intense conflit depuis deux ans qui oppose les forces armées camerounaises à des séparatistes anglophones militants pour la création d'un Etat indépendant.

Le conflit a fait plus de 3.000 morts en deux ans selon Human Rights Watch. Plus d'un demi million de personnes ont fui leur domicile, selon l'ONU.

En début d'année, des signes d'ouverture avaient commencé à poindre des deux côtés, mais la condamnation à la prison à vie le 20 août de Julius Ayuk Tabe, président autoproclamé des indépendantistes, avait de nouveau crispé les échanges.

L'annonce mi-septembre du président Biya de convoquer un Grand dialogue national pour tenter de mettre fin à ce conflit meurtrier avait créé la surprise.

Ces discussions qui ont rassemblé plus de 1.000 participants, mais ont été boycottées par les principaux leaders séparatistes, ont pris fin vendredi avec l'adoption d'un Statut spécial pour les deux régions, qui si elle était entérinée par Yaoundé, leur offrirait plus d'autonomie qu'une simple décentralisation.

La menace Boko Haram

Bien qu'affaibli, le groupe jihadiste Boko Haram reste très actif dans l'extrême-nord, frontalier du Nigeria.

Fin juin, le pays a observé une journée de deuil en mémoire de soldats tués par le groupe extrémiste musulman nigérian, après une attaque qui avait fait 37 morts selon des sources sécuritaires.

L'insurrection de Boko Haram, qui a débuté



en 2009 dans le nord-est du Nigeria, a tué plus de 27.000 personnes et forcé près d'1,8 million de personnes à fuir au Niger, au Tchad et au Cameroun voisins.

L'opposition emprisonnée

Le principal opposant de Paul Biya et son challenger à la présidentielle du 8 octobre 2018, Maurice Kamto, était depuis près de neuf mois emprisonné à Yaoundé où il attendait son procès devant un tribunal militaire pour "insurrection" avec 88 de ses partisans.

Les accusés encourageaient théoriquement la peine de mort, même si celle-ci n'est plus appliquée au Cameroun.

Le président Biya a ordonné vendredi la libération de M. Kamto, et celles de 101 de ses partisans. Depuis l'élection, le parti de Kamto, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), organisait des manifestations pacifiques, dénonçant le "holdup électoral" de 2018. Selon les résultats officiels de Yaoundé, M. Kamto, arrivé deuxième, avait recueilli 14,23% des suffrages, contre 71,28% pour M. Biya.

Les tensions politiques restent exacerbées dans le pays, où les élections législatives et municipales, qui devaient se tenir en 2019, ont été repoussées à 2020.

AFP

Mali

Un Casque bleu tué, 5 blessés dans deux attaques

Un Casque bleu a été tué et cinq autres blessés dimanche dans deux attaques contre la Minusma, la force de l'ONU au Mali en guerre, a indiqué cette dernière.

Un précédent bilan faisait état d'un Casque bleu tué et quatre autres blessés.

Les Casques bleus effectuaient une patrouille de sécurisation dimanche matin près d'Aguelhok, dans le nord-est, quand un engin a explosé au passage de leur véhicule, faisant un mort et quatre blessés, a rapporté la Minusma sur Facebook.

Les Casques bleus ont également été attaqués dimanche matin dans les environs de Bandiagara (centre) par des éléments d'un groupe armé non-identifié et ont riposté, a ajouté la Minusma.

Un Casque bleu a alors été grièvement blessé et évacué par hélicoptère, a-t-elle dit.

C'est à Aguelhok déjà qu'une attaque jihadiste avait coûté la vie à onze soldats tchadiens de la Minusma en janvier.

L'assaut avait été revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, principale alliance terroriste du Sahel liée à Al-Qaïda. La Minusma, établie en 2013, chiffre ses pertes humaines à plus de 200 sur son site internet.

Le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, "condamne fermement la recrudescence de ce genre d'attaques ces derniers temps, notamment au centre", a dit la mission de l'ONU.

R. A.

Les partisans de l'opposant Kamto célèbrent la libération de «leur sauveur»

"Maurice Kamto, sauve-nous", scandent en chœur des dizaines de jeunes au moment où le principal opposant camerounais, libéré quelques heures plus tôt, après neuf mois passés en prison, arrive à son domicile de Santa Barbara, un quartier résidentiel de Yaoundé.

Le candidat malheureux à la présidentielle de 2018 face à Paul Biya, a à peine le temps d'embrasser ses proches, qu'une trentaine de jeunes perchés sur le toit de la guérite de sa résidence se met à chanter: "Papa Paul Biya, quitte le pouvoir. Nous sommes fatigués du même système".

La plupart ont moins de trente ans, et comme 75% des camerounais, ils n'ont jamais connu d'autre président que M. Biya, 86 ans, arrivé au pouvoir en 1982. Après Teodoro Obiang Nguema en Guinée équatoriale, il est le président d'Afrique à la plus longue longévité au pouvoir.

"Nous sommes fatigués de ce système qui est en place depuis 37 ans", lâche Abraham, un des jeunes, suant d'avoir trop chanté et dansé. "Nous voulons l'alternance au pouvoir. Nous voulons un nouveau souffle pour notre pays", lance-t-il.

"Maurice Kamto est plus qu'un sauveur. C'est le seigneur", s'enflamme carrément un autre, Douglas, militant du parti de M. Kamto, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Il affirme avoir parcouru des kilomètres à pieds pour vivre la libération de son "président" à lui.

Quelques heures plus tôt, à la prison principale de Yaoundé, un véhicule, avec à son bord M. Kamto, avait quitté le pénitencier sous les ovations et les chants de centaines de militants et sympathisants tenus à bonne distance par des policiers et gendarmes. "Kamto notre président, c'est le peuple qui t'a choisi... Aurevoir Paul Biya, Kamto arrive...", chantaient d'autres jeunes. Sur le chemin, des dizaines de voitures et de motos escortent Maurice Kamto dans un tintamarre de klaxons et de vuvuzela. "Ca c'est le cortège du Cameroun libre. Allez-y les gars", enjoint un conducteur de moto avant de se frayer le passage parmi les véhicules.

Surprise

Vendredi, M. Biya a décidé d'arrêter les poursuites judiciaires engagées contre de nombreux responsables politiques, dont ceux du MRC. Plus de 102 opposants ont ainsi été

remis en liberté samedi par la justice camerounaise.

Une surprise à laquelle ne s'attendaient pas les supporters de M. Kamto, alors que leur leader, poursuivi notamment pour "insurrection", devait comparaître devant un tribunal militaire à Yaoundé mardi.

Le célèbre avocat camerounais avait été arrêté fin janvier avec des centaines de ses partisans, à la suite de manifestations pacifiques organisées pour protester contre la réélection du président Biya en octobre 2018, qu'il qualifie de "hold-up électoral". M. Kamto estime l'avoir remporté alors que les résultats officiels l'ont classé deuxième, loin derrière M. Biya. "Le jour (où), par la volonté de Dieu et par votre engagement et votre détermination, vous me porterez aux affaires, alors j'irai diriger le Cameroun", a lancé M. Kamto à la foule venue l'accueillir pour sa libération. Il n'a toutefois pas spécifié si son parti comptait poursuivre les manifestations dans les rues du pays.

"Maintenant s'ouvre un nouveau chapitre de notre lutte", assure-t-il. "Si certains pensent que le fait d'être libéré (marque) la fin de la lutte, alors il n'ont rien compris".

AFP

Nouveau coup dur pour Trump, un deuxième lanceur d'alerte sort du bois

Un deuxième lanceur d'alerte est sorti du silence pour livrer des informations sur l'affaire ukrainienne à l'origine d'une procédure de destitution contre Donald Trump, aggravant encore la crise sans précédent que traverse le président américain.

«**J**e peux confirmer les informations concernant un second lanceur d'alerte défendu par notre équipe juridique», a déclaré dimanche sur Twitter, l'avocat Mark Zaid. Cet agent des services de renseignement reste anonyme et l'on ignore s'il s'agit d'un homme ou d'une femme. Il ou elle a «également fait une déposition protégée par la loi et ne peut pas subir de représailles», a dit l'avocat. «Ce lanceur d'alerte a des informations de première main».

Le cabinet de M. Zaid défend les intérêts d'un premier membre des services de renseignement qui s'était alarmé d'une conversation téléphonique du 25 juillet entre Donald Trump et son homologue ukrainien. Il avait jugé que dans cet appel, M. Trump avait «sollicité l'ingérence» de l'Ukraine dans la campagne pour sa réélection en 2020, en lui demandant d'enquêter afin de rassembler des informations compromettantes sur un de ses rivaux, le démocrate, Joe Biden.

Un autre avocat de la firme de Mark Zaid, Andrew Bakaj, a laissé entendre que le nombre de lanceurs d'alerte susceptibles de fournir des informations sur cette affaire ukrainienne pourrait encore augmenter. Le président américain n'avait pas encore réagi aux annonces du cabinet d'avocats dimanche.

Mais il a repris sa ligne de défense en affirmant qu'il avait «l'obligation d'examiner toute corruption possible ou probable», pour justifier les demandes adressées à l'Ukraine, mais aussi à la Chine pour qu'elles enquêtent sur Joe Biden et sur son fils Hunter qui a fait des



affaires dans ces deux pays.

La veille, il avait accusé la presse et les démocrates de se fier aux informations «de seconde main» délivrées par le lanceur d'alerte.

«Epouvantable»

Le premier lanceur d'alerte avait reconnu qu'il n'était pas présent parmi les responsables qui avaient écouté l'appel entre les présidents américain et ukrainien. Mais il avait indiqué avoir échangé avec plus d'une demi-douzaine de responsables «très troublés» par

l'échange.

Fait notable, M. Trump n'avait aucune activité prévue dimanche, alors qu'il a l'habitude de se rendre le week-end sur l'un de ses parcours de golf.

Pour l'instant, la plupart des ténors républicains se gardent d'émettre des critiques contre Donald Trump, qui a assuré à de nombreuses reprises que sa conversation avec M. Zelensky avait été «parfaite».

Parmi les exceptions, Mitt Romney, ex-candidat à la présidentielle en 2012 et sénateur de l'Utah, a jugé «épouvantable» que le

président ait appelé des puissances étrangères à enquêter sur M. Biden. Ce qui lui a valu d'être traité de «crétin prétentieux» samedi par Donald Trump. Une autre sénatrice républicaine, Susan Collins, a également pris ses distances avec le président.

Si les démocrates votent sa mise en accusation à la Chambre des représentants, qu'ils contrôlent, les républicains sont en mesure de faire échouer la procédure de destitution au Sénat, où ils sont majoritaires.

Samedi, l'administration Trump a fustigé le «harcèlement» des démocrates à son encontre, après que l'opposition a sommé la Maison-Blanche de lui fournir des documents dans le cadre de leur enquête en vue d'une procédure de destitution.

«Menteur pathologique»

Reprenant ses accusations non étayées contre la famille Biden, Donald Trump a aussi ironisé dimanche sur les chances que le démocrate le déloge de la Maison-Blanche.

«J'adorerais me présenter contre Joe Biden», a lancé le milliardaire sur Twitter. Mais «Joe l'Endormi ne va pas arriver jusqu'à la ligne de départ. Joe devrait laisser tomber».

Optant désormais pour la contre-offensive après avoir d'abord été plus en retrait, Joe Biden lui avait adressé samedi sa réponse la plus vigoureuse à ce jour, en l'accusant d'«abus de pouvoir» dans une tribune du Washington Post. Et de l'avertir: «sachez que je ne vais pas disparaître. Vous ne me détruisez pas et vous ne détruisez pas ma famille».

«Donald Trump sait ce que plus de 70 sondages —y compris ses sondages internes— ont démontré: Joe Biden battra ce menteur pathologique à plates coutures» s'il le défait lors de la présidentielle de 2020, a renchéri dimanche, un responsable de son équipe, Andrew Bates, dans des commentaires à l'AFP.

Déjà connu pour ses critiques virulentes de Donald Trump, l'ancien directeur de la CIA, John Brennan, a mis en doute dimanche la stabilité des Etats-Unis sous sa présidence, en l'accusant de «corrompre les institutions et les lois» du pays.

AFP

Ukraine

Des milliers de manifestants contre une "capitulation" face à Moscou

Au moins 10 000 personnes ont manifesté, dimanche à Kiev, leur opposition à l'attribution d'une plus grande autonomie aux territoires séparatistes pro-russes, qui pourrait être accordée dans le cadre des efforts de paix prônés par le président Volodymyr Zelensky.

«Non à la capitulation», scandaient les protestataires sur la place de l'Indépendance, plus connue à Kiev sous le nom de Maïdan, brandissant des banderoles adressant leur mise en garde au président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Les manifestants, au nombre de 10 000 selon la police, et avec parmi eux des membres de groupes nationalistes comme Svoboda, se sont dirigés ensuite vers le siège de l'administration présidentielle et le Parlement.

L'ancien président, Petro Porochenko, qui s'est joint à la manifestation, a, de son côté, affirmé sur Twitter que des «dizaines de milliers» de personnes avaient participé aux manifestations à Kiev et dans plus d'une vingtaine d'autres villes du pays.

Volodymyr Zelensky se prépare activement à un premier sommet avec le président russe, Vladimir Poutine, pour relancer le processus de paix dans l'est de l'Ukraine, un conflit vieux de cinq ans et qui a fait quelque 13 000 morts.

Ce processus de paix est actuellement au

point mort. Des négociateurs russes et ukrainiens ont toutefois convenu mardi dernier d'une feuille de route prévoyant un statut spécial pour les régions séparatistes avec des élections locales libres, conformes à la constitution ukrainienne et validées par les observateurs internationaux.

Les critiques de Volodymyr Zelensky s'inquiètent toutefois que le président ukrainien, novice en politique, ne fasse des concessions excessives conduisant au maintien du contrôle de facto de Moscou sur les régions séparatistes.

Pour les manifestants, une plus grande autonomie accordée aux Républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk se ferait au détriment des intérêts de l'Ukraine.

«Nous sommes contre la trahison. Nous voulons mettre un terme à l'occupation, aux décisions hâtives», a souligné devant l'AFP, Sergiy Lezvinisky, 58 ans.

L'accord provisoire sur une feuille de route était une condition-clé émise par Moscou pour participer à un sommet à quatre avec le président français, Emmanuel Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel.

Un tel sommet quadripartite (Russie, Ukraine, France, Allemagne), baptisé «format

Normandie», n'a plus eu lieu depuis 2016 à Berlin.

«Formule Poutine»

Ce plan est désigné sous l'appellation de «la formule Steinmeier», du nom de l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, qui l'avait proposé.

Mais les critiques assurent qu'il est favorable à la Russie. Petro Porochenko l'a qualifié de «formule Poutine», estimant qu'il entérinera l'annexion de la Crimée par la Russie et le contrôle de facto de l'est de l'Ukraine par Moscou.

«La formule Steinmeier est un projet de Poutine», a abondé un manifestant, Mykola Chepiga.

Selon lui, les élections dans l'est de l'Ukraine ne pourraient avoir lieu que si Kiev rétablit au préalable son contrôle sur les frontières orientales du pays, partagées avec la Russie.

Certains protestataires se sont approchés de l'administration présidentielle aux cris de «Monica», allusion au surnom de «Monica Zelensky» dont est affublé le président ukrainien, après son échange téléphonique avec le président américain et qui vaut aujourd'hui à Donald Trump d'être confronté à une procédu-

re de destitution. L'interjection rappelle également l'affaire Monica Lewinsky qui avait gravement perturbé la présidence de Bill Clinton, à la fin des années 1990.

La foule a menacé devant le parlement d'ériger des barricades si le président ukrainien soumettait au vote des députés des dispositions favorables à la Russie.

«Nous sommes suffisamment nombreux et nous ne voulons qu'une seule chose: chasser les occupants de notre terre», a proclamé l'un des organisateurs.

Dans une adresse à la nation cette semaine, Volodymyr Zelensky a invité ses compatriotes à «ne pas céder à la provocation», promettant de ne pas attenter aux intérêts du pays.

L'Ukraine, une ancienne république soviétique, 45 millions d'habitants, a connu deux soulèvements populaires en l'espace de deux décennies.

Plus d'une centaine de personnes ont péri lors du soulèvement de 2014, accompagné de batailles de rue, qui a conduit à l'éviction du président pro-russe.

S'en est suivie l'annexion de la Crimée par la Russie et le soutien aux séparatistes de l'Est ukrainien.

AFP

Brexit



Johnson exclut de nouveau un report, Macron propose un bilan en fin de semaine

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a de nouveau exclu dimanche un report du Brexit, prévu le 31 octobre, lors d'un entretien téléphonique avec le président français Emmanuel Macron, qui lui a proposé un bilan "en fin de semaine prochaine" sur la faisabilité d'un accord.

«**L'**UE ne devrait pas être persuadée, à tort, que le Royaume-Uni pourrait rester dans l'UE après le 31 octobre», a affirmé M. Johnson, dont les propos ont été rapportés par un porte-parole de Downing Street.

Il s'agit de la «dernière opportunité de parvenir à un accord - ce que souhaite chacune des parties - afin que nous puissions aller de l'avant et construire un nouveau partenariat entre le Royaume-Uni et l'UE», a-t-il insisté. «Mais pour que cela soit possible, l'UE doit faire les mêmes compromis que le Royaume-Uni a fait ces dernières semaines et mois».

M. Macron, lui a, de son côté, déclaré que «la négociation devait se poursuivre rapidement dans les prochains jours avec l'équipe de Michel Barnier (le négociateur en chef du Brexit pour l'UE, ndr), afin d'évaluer en fin de semaine prochaine si un accord est possible», selon l'Elysée.

Dimanche, le ministre du Brexit Steve Barclay a exprimé le souhait d'«entrer dans des négociations intensives pour clarifier l'accord». «Il est temps pour la Commission

(européenne) de montrer une disposition au compromis», a estimé une source au sein de Downing Street.

Le plan présenté mercredi par Boris Johnson a été accueilli avec scepticisme à Bruxelles, qui y voit plusieurs points «problématiques». M. Johnson s'attache donc à tenter de convaincre les dirigeants européens : outre M. Macron, il s'est entretenu ce week-end avec ses homologues finlandais, néerlandais et portugais, et poursuivra ses discussions, tandis que son ministre du Brexit continuera de silloner les capitales européennes jusqu'à mardi.

Le projet de M. Johnson vise à mettre fin au casse-tête de la frontière irlandaise, en évitant le retour de contrôles entre la république d'Irlande, membre de l'UE, et la province britannique d'Irlande du Nord, qui quittera l'UE comme le reste du Royaume-Uni.

«Flexibilité» et «créativité»

Mais les Européens estiment que ce projet doit être retravaillé. Si Londres ne «revient pas avec de nouvelles propositions sur deux problèmes graves que nous leur avons signalés, je ne vois pas comment nous pourrions avancer», a averti samedi M. Barnier.

Ces problèmes sont le retour de contrôles douaniers entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, et le droit de veto que Londres souhaite accorder au Parlement nord-irlandais.

Le ministre du Brexit s'est montré ouvert à un compromis sur la question du consentement de l'Irlande du Nord : «Dans le cadre des négociations intensives des prochains jours, nous pouvons voir cela et en discuter».

Quant au deuxième problème - la complexité des propositions britanniques pour éviter le rétablissement d'une frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord - «nous pouvons bien sûr entrer dans les détails de leur fonctionnement opérationnel», a-t-il affirmé,

exhortant en même temps l'UE à faire preuve de «flexibilité» et «créativité».

Un message faisant écho à celui de Boris Johnson dans une lettre publiée par le Sunday Express et le Sun on Sunday, deux journaux pro-Brexit : «Je dis à nos amis européens : saisissez l'opportunité offerte par nos nouvelles propositions. Rejoignez-nous à la table des négociations dans un esprit de compromis et de coopération».

«Plus de report»

A 25 jours de la date prévue, M. Johnson ne cesse de répéter qu'il n'y aura «plus de report» du Brexit, déjà retardé deux fois. Une loi adoptée par le Parlement le contraint pourtant à repousser la date de divorce s'il n'y a pas d'accord au sommet européen des 17 et 18 octobre, afin d'éviter un «no deal» aux conséquences économiques et sociales potentiellement désastreuses.

Mais, déterminé à faire sortir son pays «coûte que coûte» le 31 octobre, Boris Johnson pourrait ignorer cette loi, mettant alors la reine Elizabeth au défi de le limoger, selon le Sunday Times. Autre carte qu'il pourrait jouer : le veto d'un pays de l'UE au report, qui doit être approuvé à l'unanimité des Etats membres. Le Telegraph a évoqué samedi la possibilité que la Hongrie de Viktor Orban vienne au secours de M. Johnson. «Jusqu'à présent, il n'y a pas de demande de report, aussi n'y a-t-il pas matière à spéculations», a déclaré à l'AFP, une source au ministère hongrois des Affaires étrangères.

S'il était finalement forcé de repousser le Brexit, Boris Johnson pourrait se montrer le moins accommodant possible, en «sabotant» les projets de l'Union européenne, par exemple en mettant son veto au budget de l'UE, selon le Sunday Telegraph, qui s'appuie sur des sources gouvernementales.

AFP

Climat

Coup d'envoi des actions d'Extinction Rebellion en Australie et Nouvelle-Zélande

Les militants de l'ONG Extinction Rebellion ont commencé à se rassembler hier, en Nouvelle-Zélande et en Australie pour lancer 15 jours de désobéissance civile à travers la planète visant à dénoncer l'inaction «criminelle» des gouvernements face au changement climatique.

A Melbourne, les manifestants se sont rassemblés hier matin sur les marches du parlement de l'Etat de Victoria pour «une veillée de méditation silencieuse» avant de défilé dans les rues de la ville.

A Wellington, des manifestants se sont enchaînés à une voiture rose pâle, entraînant des perturbations dans le centre-ville.

Ces actions ont marqué le lancement, à l'appel d'Extinction Rebellion (XR), de deux semaines de mobilisation dans 60 villes dans le monde qui devraient rassembler des milliers de personnes.

Né en 2018 au Royaume-Uni, «XR», met en garde contre une imminente «apocalypse» environnementale.

Des milliers d'Australiens sont attendus cette semaine aux nombreux événements organisés à travers le pays, notamment la promulgation de la disparition des abeilles, un défilé nu et un cortège funèbre pour la planète.

«Nous avons essayé les pétitions, le lobbying et les manifestations, et maintenant le temps presse», a déclaré la militante australienne Jane Morton.

«Nous n'avons pas d'autre choix que de nous rebeller jusqu'à ce que notre gouvernement déclare une urgence climatique et écologique et prenne les mesures qui s'imposent pour nous sauver», a-t-elle ajouté.

Issu du Parti libéral (centre-droit), le Premier ministre australien, Scott Morrison, reconnaît la réalité du changement climatique, mais il défend l'idée que ce problème peut se gérer d'une façon qui ne pénalise pas le modèle économique de l'Australie, très dépendante de son industrie minière, en particulier du charbon.

Manifestations non violentes

Le mois dernier, Scott Morrison avait boudé le sommet spécial de l'ONU sur le climat parce qu'il n'avait pas été invité à prendre la parole, faute de nouvelles annonces sur le climat.

Les méthodes employées en Australie par Extinction Rebellion ont conduit de hauts responsables politiques australiens à appeler à la réduction des prestations sociales perçues par les manifestants ainsi qu'à leur dénonciation.

«Les gens devraient prendre les noms et des photos de ces personnes et les distribuer aussi loin et aussi largement que possible afin de leur faire honte», a déclaré le ministre australien de l'Intérieur, Peter Dutton, à la radio, la semaine dernière.

«XR» a appelé à des manifestations non violentes au cours des deux prochaines semaines, principalement en Europe, en Amérique du Nord et en Australie.

Des événements sont également prévus en Inde, à Buenos Aires et au Cap.

Une «cérémonie d'ouverture» a attiré dimanche soir des centaines de personnes dans le centre de Londres, où des manifestations devant des ministères sont prévues. Des sites clés, notamment les ponts de Westminster et de Lambeth devraient également être bloqués par les manifestants.

A Paris, des centaines de militants écologistes ont occupé samedi et dimanche, pendant 17 heures, un centre commercial. Pour cette opération, baptisée «Dernière occupation avant la fin du monde», des centaines de manifestants, membres, notamment de XR, ont investi un centre commercial qui, avec ses 130 boutiques et restaurants dans le sud-est de Paris, est pour eux, un «symbole du capitalisme».

AFP

Violences à Bagdad

13 morts dans la nuit, l'armée admet un "usage excessif" de la force

Le commandement militaire irakien a admis lundi un "usage excessif de la force" lors d'affrontements avec des protestataires dans le bastion chiite de Sadr City, à Bagdad, qui ont fait 13 morts dans la nuit selon des sources policières et médicales.



« Il y a eu recours à une force excessive débordant des règles de l'engagement et nous avons commencé à demander des comptes aux officiers qui ont commis ces erreurs », indique le communiqué du commandement militaire après une nuit de chaos

dans ce quartier de l'est de la capitale.

Dimanche en soirée et jusque tard dans la nuit, des témoins ont fait état de violents affrontements à Sadr City. Sur des images

postées en ligne, des rafales de tirs ininterrompus, parfois à l'arme lourde, sont entendues alors que des manifestants brûlant des pneus se mettent à couvert.

Jusqu'ici, les autorités, critiquées par les défenseurs des droits humains, affirmaient se conformer «aux standards internationaux». Lundi, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi, commandant en chef des armées, a ordonné le retrait des militaires et leur remplacement par des policiers à Sadr City, régulièrement théâtre de violences et de trafics en tous genres et auquel l'accès est toujours difficile aux forces de l'ordre.

Il a également appelé les forces de sécurité à «s'en tenir absolument aux règles de l'engagement spécifiques à la protection des manifestants et à la gestion des émeutes».

Dimanche, le ministère de l'Intérieur avait annoncé que 104 personnes, dont huit membres des forces de sécurité, avaient été tués depuis le début, mardi, d'un mouvement antigouvernemental inédit en Irak.

Il a ajouté que plus de 6.000 personnes ont été blessées à Bagdad et dans plusieurs villes du sud rapidement gagnées par la contestation. Il n'était pas clair si des victimes parmi les 13 morts de Sadr City étaient comptabilisées dans ce bilan.

AFP

Kosovo

Victoire de l'opposition, défaite des "commandants"

L'opposition a remporté les législatives au Kosovo dimanche, poussant vers la sortie les anciens chefs de la guérilla qui le dirigeaient depuis une décennie, selon les chiffres de la commission électorale peu avant 23H00 (21H00 GMT). Après le dépouillement de trois quarts des votes, la gauche (Vetevendosje, 25,9%) et le centre droit (LDK, 25,33%) devançaient les deux principaux partis de la coalition au pouvoir, le PDK (21,37%) et l'AAK (11,7%), une avance irréversible. «Nous acceptons le verdict du peuple. Le PDK passe dans l'opposition», a déclaré le chef de file du principal parti de la coalition au pouvoir, Kadri Veseli.

L. G.

Législatives en Espagne

Vox lance sa campagne en attaquant les socialistes

Le parti d'extrême droite espagnol Vox a lancé dimanche sa campagne en vue des élections législatives du 10 novembre en attaquant durement les socialistes du chef du gouvernement Pedro Sanchez, rapportent des médias.

Devant près de 12.000 partisans réunis dans un palais des congrès madrilène, le chef de Vox, Santiago Abascal, cité par des médias, s'est lancé dans une diatribe contre le parti socialiste, accusé d'avoir eu une «histoire criminelle» notamment durant la guerre civile (1936-1939), et voué aux gémo-

nieux pour vouloir exhumer Franco de son mausolée. «La dépouille de Franco est seulement une excuse (...) L'objectif est de réécrire l'histoire, l'objectif est de délégitimer la monarchie et de renverser le roi Felipe VI», a-t-il affirmé.

«L'objectif (du parti socialiste) est de cacher ses actes honteux (...) Et je le dis car le Parti socialiste vous insulte et insulte l'Espagne», a-t-il ajouté, accusant Pedro Sanchez d'être «seulement intéressé par le pouvoir». M. Abascal a par ailleurs accusé les conservateurs du Parti populaire et les

libéraux de Ciudadanos, d'être prêts à «s'allier» avec les socialistes pour mettre fin au blocage politique.

Le chef de Ciudadanos, Albert Rivera, a opéré un revirement samedi en évoquant la possibilité de soutenir la reconduction au pouvoir de M. Sanchez après le prochain scrutin.

Le dirigeant du PP, Pablo Casado, a lui évoqué l'idée d'une grande coalition incluant les socialistes s'il remportait le scrutin, ce qui semble peu probable selon les derniers sondages. Les derniers sondages créditent

Vox, d'environ 10% des voix, un score similaire à celui qui lui a permis d'obtenir 24 sièges à la chambre en avril.

Vox est entré en force à la chambre des députés lors du scrutin d'avril dernier, faisant ressurgir l'extrême droite dans un pays où elle était insignifiante depuis la mort de Franco en 1975. Souffrant d'instabilité politique chronique depuis la fin du bipartisme en 2015, l'Espagne va organiser le 10 novembre ses quatrièmes élections législatives en quatre ans.

Reda A.

Mer du Japon

Collision entre un bateau nord-coréen et un patrouilleur japonais

Un bateau nord-coréen a heurté lundi un navire de surveillance de l'Agence japonaise de la pêche dans la zone économique exclusive (ZEE) du Japon, un accident qui a envoyé environ 20 Nord-Coréens par-dessus bord, ont annoncé les garde-côtes nippons.

«Nous dépêchons des navires de secours et des avions sur place, mais nous n'avons pas davantage de détails» sur la collision pour le moment, a déclaré à l'AFP un porte-

parole des garde-côtes japonais.

L'embarcation nord-coréenne, probablement un bateau de pêche, se serait retournée partiellement après l'accident survenu dans la mer du Japon, à 350 km au nord-ouest de la péninsule de Noto, dans la préfecture d'Ishikawa (centre-ouest du Japon), a-t-il ajouté.

«Nous avons renforcé les patrouilles dans ces eaux, en coopération avec l'agence de la

pêche» ces dernières années, face à la multiplication des cas de pêche illégale par des embarcations nord-coréennes, a rappelé le porte-parole des garde-côtes.

Selon des experts, les pêcheurs nord-coréens s'aventurent loin dans la mer du Japon pour tenter de satisfaire les objectifs de prises fixés par le régime de Pyongyang.

Mais leurs embarcations sont souvent frêles et vétustes, et connaissent réguliè-

ment des pannes mécaniques ou de carburant. Des dizaines d'entre elles s'échouent chaque année sur les côtes de l'archipel nippon, parfois avec des membres d'équipage morts à bord.

L'an dernier, dix Nord-Coréens à bord d'un esquif en bois qui dérivait au large du Nord du Japon avaient été secourus et renvoyés dans leur pays.

AFP

Tizi Ouzou

Ouverture du Salon national culturel immatériel consacré à Tajmaât

La 4ème édition du Salon du patrimoine culturel immatériel, organisée par la direction de la culture de Tizi Ouzou et consacré cette année à l'organisation villageoise Tajmaât (comité ou assemblée du village), s'est ouverte dimanche à la maison de la culture Mouloud Mammeri.



Placée sous le thème "Tajmaât, symbole des valeurs et des liens sociaux au sein des populations villageoises", cette manifestation culturelle qui s'étalera sur trois jours sera une occasion pour mettre en relief "le rôle de cette organisation sociale ancestrale et sa contribution dans la sauvegarde de nos valeurs en renforçant l'attachement à nos principes", a souligné la directrice locale de la culture, Nabila Goumeziane.

Dans son allocution d'ouverture la même responsable a souligné que ce salon sera une opportunité pour "se pencher sur la fonction sociale de Tajmaât et l'élan de solidarité et de partage qui découlent de cette structure traditionnelle, porteuse de valeurs et de liens

de communion et d'entraide entre les citoyens".

Pour mettre en avant le rôle de Tajmaât dans la société, des conférences sur cette thématique ont été programmées hier. Les intervenants s'intéresseront, notamment à l'évolution de cette organisation démocratique qui disposait de larges pouvoirs sur le plan social et faisait office d'autorité morale. Elle a perdu avec le temps beaucoup de ses prérogatives au profit d'institutions officielles, mais conserve toujours son statut de "partenaire" dans la gestion des affaires courantes en lien direct avec la communauté villageoise.

Tajmaât continue, souvent en partenariat avec le mouvement associatif, à organiser, entre autres, les fêtes traditionnelles, des opérations de

volontariat dont les plus importantes celle pour le nettoyage et l'embellissement des villages, des collectes de fonds au profit des démunies et des malades et pour des projets d'utilité publique (réalisation de routes, construction de mosquées, d'une maison de jeune, ou captage de source), a-t-on rappelé.

"L'objectif recherché à travers ce salon est de revisiter, de redécouvrir et d'étudier de près les éléments aidant à la préservation et à la promotion de cette organisation villageoise traditionnelle", a relevé Mme Goumeziane.

A l'ouverture de ce salon un hommage a été rendu à deux grandes figures qui ont contribué à la transmission du patrimoine culturel, Khadidja Djama, animatrice et réalisatri-

ce d'émissions à la radio algérienne (Chaîne II) et au collectionneur de la chanson amazighe, Chami Mohamed, qui dispose d'une collection riche d'environ 1 000 cassettes, et 500 anciens disques (entre 78, 33 et 45 tours), plus de 6 000 articles de presse, une certaine

CD-ROM et des correspondances avec des chanteurs vivants et disparus.

En marge du salon, la Maison de la culture abrite une exposition permanente de livres, d'une partie de la collection de M. Chami, d'objets traditionnels, de burnous du village Houra (Bouzuène), de maquettes de l'architecture traditionnelle et de toiles reproduisant les aspects de l'organisation sociale traditionnelle.

Bilal L.

Constantine

Proposition d'ouverture d'un nouveau Centre culturel de l'Institut Cervantès

L'Espagne a proposé l'ouverture, à Constantine, d'un nouveau Centre culturel de l'Institut Cervantès pour l'enseignement de la langue espagnole, a fait savoir, dimanche à Alger, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi.

Lors d'une audience accordée au directeur général de l'Institut Cervantès, M. Luis Gracia Montero, le ministre a affirmé que l'Algérie "accueille favorablement cette proposition", et les deux parties oeuvrent à la consolidation des relations culturelles au regard de leur importance dans le renforcement des relations entre l'Algérie et l'Espagne, qui connaîtront un développement "considérable", dans tous les domaines culturels, politiques et économiques.

Les relations bilatérales sont "exceptionnelles" et les deux pays ont "la volonté" de les hisser à de nouvelles "étapes qualificatives", à même de raffermir les liens d'amitié entre les deux pays et les relations de bon voisinage, a ajouté M. Rabehi.

De son côté, M. Luis Gracia Montero a mis en avant l'importance d'ouvrir de nouveaux centres en Algérie et la volonté de son pays à "renforcer la coopération dans le domaine de l'histoire et de la mémoire commune avec l'Algérie, qualifiant les relations entre les deux pays de "bonnes". Le directeur général de l'Institut Cervantès a salué "l'intérêt" que portent les étudiants algériens à la langue et à la culture espagnoles, précisant que les Centres culturels Cervantès d'Oran et d'Alger comptent parmi les centres qui connaissent un engouement de la part de cette catégorie. Le directeur général de l'Institut Cervantès supervise plus de 800 centres repartis sur 44 pays.

T. K.

Maison de la culture Ahmed Chami de Naâma

Un salon d'arts plastiques à la mi-octobre

La 7ème édition du Salon de Naâma des arts plastiques sera organisée du 15 au 17 octobre en cours, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs.

Cette manifestation, qui se tiendra à la salle de spectacles de la Maison de la culture Ahmed Chami de Naâma, verra la participation d'artistes-peintres de plusieurs wilayas pour exposer des toiles reflétant les étapes de la lutte armée du peuple algérien contre l'occupant français depuis les résistances populaires jusqu'à la guerre de Libération nationale, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l'émigration, a indiqué le directeur de cet établissement culturel, Youcef Karim.

Ce rendez-vous artistique permettra aux artistes venus de plusieurs écoles d'exposer des tableaux reflétant la nature, les traditions et autres sujets inspirés du patrimoine matériel algérien. Initiée par la Maison et la direction de la culture de la wilaya de Naâma.

Cette manifestation est un espace pour l'échange d'expériences et des idées entre artistes. Des figures artistiques locales prendront part à ce salon pour contribuer à enrichir la scène culturelle de la wilaya dont, notamment Ahmed Chadel, Ghriissi Belgour et Fatiha Bahira. Le programme de ce salon prévoit des communications et des débats autour de l'art plastique en Algérie.

H. T.

Participer à enrichir la littérature numérique

Un impératif pour s'inscrire dans la modernité

Les participants au Colloque international sur "la littérature numérique, défis et perspectives", ouvert dimanche à l'université Mohamed Khider de Biskra, ont considéré que la contribution à l'enrichissement de la littérature numérique est un impératif pour s'inscrire dans la modernité.

Dans ce contexte, Amel Mansour de l'université de Biskra a souligné que la littérature numérique cible un lectorat ouvert sur les réseaux sociaux, à majorité jeune, et prend des formes différentes de celles de la littérature classique en dépit d'une certaine opposition liée à la non-assimilation de certains de l'évolution technique en cours.

Pour sa part, l'universitaire Mohamed Salah Hussein Senadja de Jordanie, estime que la littérature numérique utilise un langage nouveau puisant souvent dans le lexique des nouvelles technologies de l'information et de la communication et participe à la réduction du fossé numérique conséquent aux résistances à la modernité.

"Les nouvelles générations produiront de la littérature numérique plus apte à atteindre et à exprimer les préoccupations de l'homme moderne qui vit au travers des smartphones et des appareils informatiques", a ajouté l'universitaire, relevant que cette littérature a sa propre esthétique.

Pour Marie-Anne Paveau de l'université

de Paris (France), la propagation de la littérature numérique diffère de la littérature classique, mais ne l'élimine pas, estimant, par ailleurs, que la langue et la technologie sont des milieux pour l'évolution l'un de l'autre et non pas seulement un moyen l'un pour l'autre.

Organisé par la Faculté des lettres et langues de l'université de Biskra, le Colloque international sur "la littérature numérique, défis et perspectives" se poursuivra demain par la présentation de conférences d'universitaires nationaux et étrangers ainsi que des travaux en ateliers.

T. K.

PAROLES DE FEMMES

«Il faut être plus avare de son temps que de son argent ; cependant on prodigue cet inestimable trésor si pitoyablement.»

Christine de Suède

FEMMES

ILS ONT DIT :

«Ne laissez jamais le temps au temps. Il en profite.»
Jean Amadou

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

MELANIA TRUMP POLYGLOTTE ? LA FIRST LADY MOQUÉE PAR UN EXPERT



Après ses opérations de chirurgie esthétique, ses goûts en matière de décoration et ses choix vestimentaires, c'est aujourd'hui la maîtrise des langues étrangères de Melania Trump, qui est critiquée. Des compétences, notamment en français, qu'un expert remet sérieusement en doute, pour une raison bien précise...

Pas une semaine ne passe sans que Melania Trump ne soit dans le viseur de ses détracteurs. La First Lady est régulièrement passée au crible pour le moindre de ses faits et gestes, au point que même ses goûts en matière de décoration font l'objet de moqueries. Si les raisons de la critiquer ne manquent donc pas à ses observateurs, à commencer par la relation qu'elle entretient avec Donald Trump ou encore ses tenues vestimentaires, cette fois, c'est un sujet bien plus surprenant qui est pris pour cible : le talent supposé de Melania Trump pour les langues étrangères.

La Première dame américaine a, en effet, déclaré pouvoir parler couramment plusieurs langues, à savoir l'anglais, l'allemand, l'italien, le serbo-croate, le français et le slovaque, sa langue maternelle. De passage en France pour assister au défilé militaire du 14 Juillet, la First Lady s'est même essayée à prononcer quelques mots en français, alors qu'elle rendait visite à des enfants malades de l'hôpital Necker. " Bonjour, ça va ? Je m'appelle Melania ", s'est-elle ainsi adressée aux petits patients. Et ce sont précisément ces quelques mots que l'expert en langues, John Aravosis, a longuement décortiqués dans une vidéo Youtube... et remis en doute.

" Quelqu'un qui parle couramment le français peut dire plus que 'bonjour, mon nom est ceci ou cela'. Vous montreriez au moins aux enfants que vous parlez français et vous en feriez plus pour le public présent. Vous diriez 'bonjour, je suis Melania, je suis enchantée de vous voir aujourd'hui les enfants ! Comment ça va ? Les études vont bien ? ', a ainsi démontré l'expert dans sa vidéo, dans un français impeccable. Et d'ajouter, sévèrement : " Si elle parlait vraiment français couramment, n'aurait-elle pas envie de montrer à quel point elle est classe, qu'elle est la Première dame à parler autant de langues étrangères depuis longtemps ? Mais elle en restée au français pour les nuls, à ce que l'on apprend lors de premier jours de cours ! " Contrairement à Melania Trump, l'expert, lui, n'a visiblement pas la langue dans sa poche...

VIVRE PLUS LONGTEMPS

10 ASTUCES FACILES POUR S'OCTROYER QUELQUES ANNÉES DE PLUS

La question existentielle et universelle «Comment rallonger son espérance de vie ?» a enfin trouvé non pas une mais dix réponses ! Découvrez 10 petites astuces faciles pour vivre plus longtemps. Il n'est jamais trop tôt pour prendre soin de soi. Vivre vieux et en bonne santé c'est un peu l'objectif ultime. Alors pour vous accompagner dans cet objectif on vous a concocté un petit programme facile à suivre et qui a fait ses preuves !

■ Regardez la télévision debout : des recherches australiennes ont mis le doigt sur une horrible vérité, chaque heure passée affalé dans le canapé nous enlève plus de 20 minutes d'espérance de vie !

■ Entretenez votre cercle d'amis : si vous avez des relations amicales solides, vous avez 50% de chances de vivre plus vieux. Et oui !

Alors décrochez le téléphone et rappelez Marc. C'est pour votre bien.

■ Apprenez plusieurs langues : la capacité à parler plusieurs langues maintient notre cerveau opérationnel plus longtemps. C'est donc l'occasion de se mettre à l'italien, pour les vacances c'est chouette, au Russe, parce que c'est exotique, et puis au Chinois, parce que c'est l'avenir.

■ Buvez du café ou du thé (ou les deux) : la consommation de café réduit le risque de diabète, l'apparition de la dépression ou encore certains cancers (comme celui de l'endomètre) ; quant au thé, il réduit les risques de maladies cardiovasculaires.

■ Mangez des myrtilles : ces baies bourrées de vitamines et de fibres apportent également à votre corps du manganèse, un oligo-



élément indispensable à votre système immunitaire. En bonus, elles vous apportent aussi des antioxydants qui retardent la dégénérescence des cellules.

■ Donnez-vous à fond au lit : il est prouvé que le sexe aide à mieux vieillir s'il est pratiqué plus souvent pour les hommes, et s'il est une réelle source de plaisir pour les femmes. Vous n'avez plus d'excuse pour refuser une partie de jambes en l'air à votre chéri(e).

■ Préparez du poisson au dîner : les oméga 3 contenues dans le poisson réduisent les risques de maladies liées à l'âge comme le diabète, l'arthrose ou encore Alzheimer.

■ Conduisez moins : statistiquement vous avez 1 chance sur 84 de mourir dans un acci-

dent de voiture, du coup c'est toujours ça de pris. Et puis les transports en commun, c'est bon pour la planète.

■ Faites la sieste : une sieste de 20 minutes 3 fois par semaine réduit de 37% le risque de mourir d'une maladie coronarienne. On devrait pas arrêter de faire la sieste après l'école maternelle.

■ Imposez-vous de l'exercice : vous ne pensiez tout de même pas y échapper non ? Mais rassurez-vous pas besoin d'être un sportif de compétition pour faire des vieux os, au contraire, une activité de 15 min par jour suffit amplement.

FORME

LE CHOCOLAT, LA NOUVELLE ARME CONTRE LE SURPOIDS ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur – il est bourré de magnésium – mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rap-

porte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation

des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... quatre tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Equipe nationale

Les Verts ont entamé leur stage à Sidi Moussa

Après avoir décroché l'argent dans les mondiaux de Doha
Makhloufi : " Je dédie la médaille au peuple algérien "

Le champion algérien du demi-fond, **L**Toufik Makhloufi qui a décroché la médaille d'argent aux mondiaux de Doha d'athlétisme qui se sont achevés avant-hier soir, s'est dit très satisfait du résultat obtenu et qui est venu après un dur labeur. « Mon abnégation et mon travail ont été payants. J'ai beaucoup travaillé pour arriver à ce résultat et j'ai fait de mon mieux pour obtenir ce résultat » a indiqué Makhloufi qui s'était bien préparé pour ce rendez-vous mondial. Le vice-champion olympique à Rio dans les deux distances, le 1500 m et le 800 m a tenu à dédier cette victoire et ce podium au peuple algérien, à sa famille et à tous ceux qui ont cru en lui durant cette dernière période qui a été quelque peu difficile surtout avec les blessures dont il a souffert.

Toufik Makhloufi a remporté la médaille d'argent du 1500 m en réalisant un chrono de 3:31.38, Makhloufi a été devancé par le Kényan Timothy Cheruiyot (3:29.26), médaillé d'or et meilleur performeur de l'année sur la distance, alors que la médaille de bronze est revenue au Polonais Marcin Lewandowski (3:31.46). Pour sa deuxième finale mondiale sur le 1500 m après celle de Pékin en 2015 (4e place), l'Algérien a su gérer la course, dominée par le duo kényan Cheruiyot - Kwemoui, lequel a imposé un rythme très rapide à cette finale qui s'annonçait très ouverte après l'élimination-surprise des favoris, comme le Norvégien Filip Ingebrigtsen, le Djiboutien Ayanleh Souleman et surtout l'abandon du jeune Ethiopien Samuel Tefera. Après presque trois ans d'absence sur la distance au haut niveau, Makhloufi s'est montré très calme devant la puissance du Kényan Timothy Cheruiyot qui a pris les choses en main dès le coup de starter.

I. M.

Cyclisme/JO-2020

Reguigui fait gagner 100 points à l'Algérie

L'Algérien Youcef Reguigui, auteur de la 3e place au Tour cycliste d'Iran, a fait gagner 100 points à sa sélection nationale dans le Ranking qualificatif aux prochains Jeux Olympiques de Tokyo, ce qui représente une bonne nouvelle dans la perspective de qualifier un deuxième algérien pour ces olympiades d'été. Le sociétaire de l'équipe malaisienne Terengganu Pro-Asia-cycling a terminé en effet à la troisième place au classement général de cette compétition, après le décompte final, effectué à l'issue de la cinquième et dernière étape, disputée ce dimanche, sur une distance de 188 kilomètres entre Sarein et Tabriz.

Une moisson qui tombe à pic pour la sélection algérienne, après le report à une date ultérieure de la Coupe d'Afrique des nations, prévue du 9 au 13 octobre courant, en Afrique du Sud. Une compétition pendant laquelle la sélection algérienne espérait récolter un maximum de points pour augmenter ses chances de rester parmi les trente premières nations dans le Ranking des JO, synonyme de qualification pour un deuxième athlète algérien à Tokyo. Avant ce tour d'Iran, la sélection algérienne était 29e, et les 100 nouveaux points ramenés par Reguigui vont l'aider à consolider cette position, en attendant le Tour cycliste du Cameroun, prévu du 16 au 21 octobre courant, et qui après le report de la Coupe d'Afrique en Afrique du Sud constituera la dernière chance pour la sélection algérienne de se maintenir dans une position favorable, pour qualifier un deuxième athlète pour Tokyo, et ce, avant la date butoir, fixée au 22 octobre.



La sélection nationale de football est entrée en stage hier pour préparer les deux prochaines rencontres amicales qui auront lieu lors de ces deux dates FIFA. Ainsi, les Verts affronteront la RD Congo le jeudi 9 octobre au stade Tchaker de Blida à partir de 20 h 45, alors que le second match prévu face à la Colombie de Falcao aura lieu le 15 octobre à Lille en France. Ce stage qui se déroule, comme à l'accoutumée, au centre des équipes nationales de Sidi Moussa devrait permettre aux joueurs de bien se préparer pour ce rendez-vous qui est une répétition générale avant les prochains matchs officiels qui attendent les champions d'Afrique et

notamment les éliminatoires de la prochaine CAN qui aura lieu au Cameroun. Trois séances d'entraînement sont prévues par le staff technique qui souhaite augmenter le volume du travail sachant que les éléments convoqués ont tous débuté la saison avec leurs clubs respectifs. Pour ce qui est du match face à la RDC, il faut s'attendre à ce que le sélectionneur national, Djamel Belmadi fasse appel aux remplaçants alors qu'il incorporera les titulaires lors de la rencontre face à la Colombie pour mieux juger leurs aptitudes. Pour ces deux stages, Belmadi a fait appel à Hassani qui évolue en France, ainsi que l'ancien usmiste qui joue actuellement en Suisse, Abdelaoui,

pour renforcer le groupe champion d'Afrique qui a perdu Halliche qui a décidé de mettre fin à sa carrière internationale, alors que Delort souffre d'une blessure et sera absent pour ces deux matchs. Par ailleurs, le coach des Verts n'a pas fait appel aux locaux car il était très déçu du rendement de certains éléments qu'il comptait utiliser après les avoir vu avec l'EN locale. En outre, le joueur du Ahly Dedda en Arabie Saoudite, Youcef Belaïli, souffre d'une blessure mais cela n'a pas empêché Belmadi de lui faire appel même s'il devra passer par une visite médicale pour être fixé sur son cas.

Imad M.

Ligue 1 algérienne (7e journée)

Le CRB nouveau co-leader, la JSK sur le podium

Le CR Belouizdad a rejoint le MC Alger en tête du classement de la Ligue 1 algérienne de football, après son nul vierge dans le derby algérois contre le Paradou AC, disputé dimanche soir au stade du 5-Juillet pour le compte de la septième journée, ayant vu la JS Kabylie se hisser sur le podium, après sa courte mais précieuse victoire contre l'ES Sétif (1-0). Le Chabab et le PAC ont pratiqué un jeu ouvert, en se procurant quelques belles occasions au passage, mais sans parvenir à les concrétiser, en grande partie à cause du talent de leurs deux gardiens, auteurs de plusieurs arrêts décisifs. Toufik Moussaoui côté PAC et Gaya Merbah côté CRB ont été en effet les « Grands Héros » de ce derby, car sans leurs prouesses, le nombre de buts aurait probablement affolé les compteurs, d'un côté comme de l'autre. Mais ce nul n'arrange pas vraiment les affaires des deux clubs, car si le CRB a raté l'occasion s'emparer seul du leadership, les Pacistes restent avant-derniers au classement général, avec seulement quatre unités au compteur. La bonne affaire du jour est à mettre à l'actif de la JS Kabylie, qui s'est hissée sur le podium, ex-aequo avec le MC Oran, avec 10 points pour chaque club, après sa courte mais précieuse victoire contre l'ES Sétif. Un succès qui a tardé à se dessiner, car l'Aigle noir sétifien avait tenu bon pendant une bonne partie de cette rencontre, et il a fallu attendre la 80e pour voir Juba Oukaci débloquent la situation pour les

Canaris. Autre bonne affaire ce dimanche, celle de la JS Saoura, qui s'est donnée un gros bol d'air après sa victoire en déplacement chez le CA Bordj Bou Arréridj (1-2). Un précieux succès, dont Boubekour et Messaoudi ont été les principaux artisans, car auteurs des deux buts de la rencontre, respectivement aux 4e et 70e, alors que Benayad avait ouvert le score pour les Criquets dès la 2e. Un peu plus tôt dans l'après-midi, le NA Hussein Dey s'était neutralisé avec l'AS Aïn M'lila (1-1), et ce n'était pas cher payé, car l'addition aurait pu être beaucoup plus salée. En effet, ce sont les visiteurs qui avaient ouvert le score, grâce à Tiaïba, ayant transformé un penalty à la 72e, et c'est son coéquipier Ziad qui a offert l'égalisation au Nasria, en marquant un but contre son propre camp à la 74e. Samedi, en ouverture de cette septième journée, c'est le MC Alger qui avait réussi une des meilleures opérations du jour, en consolidant sa première place au classement général avec un onzième point, grâce au nul qu'il avait ramené de son déplacement chez le NC Magra (0-0), alors que l'autre grand club de la capitale, l'USM Alger, avait reçu une véritable raclée chez le MC Oran (4-0). Un revers inattendu pour les Rouge et Noir, qui avant cette septième journée de Ligue 1 étaient invaincus, toutes compétitions confondues, car outre leurs quatre succès en phase de qualification de la Ligue des champions africaine, ils restaient sur deux victoires et un nul en cham-

pionnat. L'autre bonne opération réalisée samedi a été celle de l'USM Bel-Abbès, ayant ramené une précieuse victoire de son déplacement chez le nouveau promu, l'ASO Chlef (0-1), au moment où l'US Biskra avait difficilement dominé le CS Constantine (2-1).

Résultats et classement :

NCM- MCA	0-0
MCO-USMA	4-0
ASO- USMBA	0-1
USB-CSC	2-1
NAHD- ASAM	1-1
CABB -JSS	1-2
JSK- ESS	1-0
PAC-CRB	0-0

	Pts	J
1). MC Alger	11	5
—). CR Belouizdad	11	5
3). JS Kabylie	10	5
—). MC Oran	10	6
5). CABB Arréridj	9	6
—). US Biskra	9	6
7). CS Constantine	8	7
—). NC Magra	8	7
—). AS Aïn M'lila	8	7
10). USM Alger	7	4
—). JS Saoura	7	4
—). USM Bel-Abbès	7	6
—). ES Sétif	7	7
—). NA Hussein Dey	7	7
15). Paradou AC	4	5
16). ASO Chlef	1	5



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Pour leurs études sur les cellules

Le Nobel de médecine attribué à trois chercheurs

Le prix Nobel de médecine a été attribué conjointement hier aux Américains, William Kaelin et Gregg Semenza, et au Britannique, Peter Ratcliffe, pour leurs recherches sur l'adaptation des cellules à l'apport variable d'oxygène, qui ouvrent des perspectives pour le traitement du cancer et de l'anémie.

«L'importance fondamentale de l'oxygène est connue depuis des siècles, mais le processus d'adaptation des cellules aux variations de niveau d'oxygène est longtemps resté un mystère», rapportent des médias, citant l'Assemblée Nobel de l'Institut Karolinska à Stockholm.

«Le prix Nobel de cette année récompense des travaux ayant révélé les mécanismes moléculaires à l'oeuvre dans l'adaptation des cellules à l'apport variable d'oxygène» dans le corps, a-t-on ajouté de même source.

Ces mécanismes sont également impliqués dans les tumeurs, dont la croissance dépend de l'apport en oxygène du sang, en particulier certains cancers à progression rapide comme celui du foie qui consomment tellement d'énergie qu'ils brûlent tout l'oxygène disponible autour d'eux. «Des efforts intenses en cours dans les laboratoires universitaires et les entreprises pharmaceutiques se concentrent maintenant sur le développement de médicaments capables d'interférer à différents stades d'une pathologie, soit en activant ou en bloquant le mécanisme de captation de l'oxygène», indique le jury Nobel. Kaelin travaille au Howard Hughes Medical Institute aux Etats-Unis, Semenza dirige le programme de recherche vasculaire au John Hopkins Institute de recherche sur l'ingénierie cellulaire. Ratcliffe est le directeur de la recherche clinique au Francis Crick Institute de London et du Target Discovery Institute d'Oxford. Les lauréats recevront le 10 décembre une médaille en or, un diplôme et un chèque de 9 millions de couronnes suédoises (environ 830 000 euros) qu'ils se partageront. **R. I.**

Inde

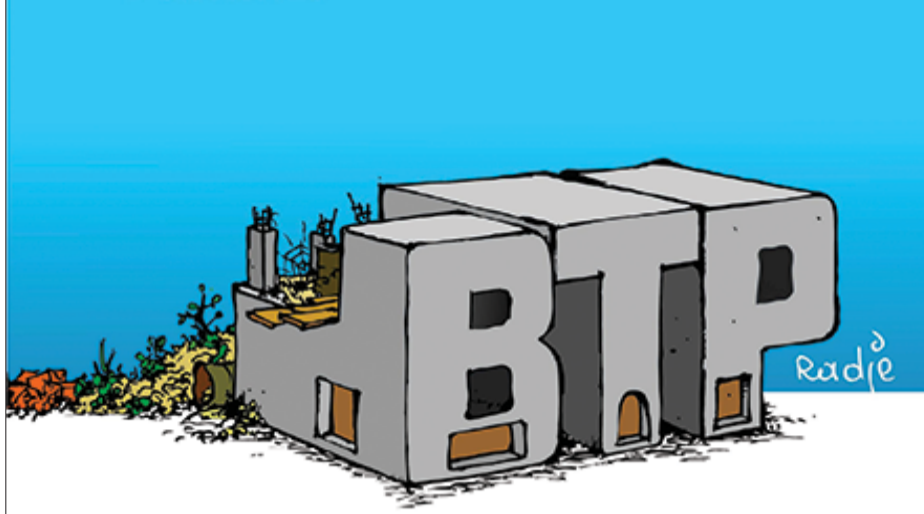
Une mariée et trois membres de sa famille périssent en prenant un Selfie

Une jeune mariée et trois membres de sa famille ont péri dans un barrage en Inde, alors qu'ils tentaient de se prendre en selfie, a annoncé hier, la police. Le groupe de six personnes se photographiait dimanche au barrage de Pambaru, dans l'Etat du Tamil Nadu (sud), a indiqué un responsable de la police locale, cité par des médias locaux. «Ils se tenaient la main et posaient pour des selfies lorsqu'ils ont glissé et sont tombés», a-t-il dit. «Le mari, qui prenait les photos, n'est pas tombé et a survécu», a-t-il ajouté. L'homme a sauté à l'eau et a réussi à sauver l'une des femmes, mais le reste du groupe s'est noyé, a rapporté l'agence Press Trust of India. L'une des victimes était un écolier de 14 ans. **Reda A.**

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

60% DES ENTREPRISES DU BTP EN CESSATION D'ACTIVITÉS



Naufrage de migrants à Lampedusa

13 femmes mortes et une dizaine de disparus



Treize corps ont été repêchés hier et il reste encore une dizaine de disparus après le naufrage dans la nuit précédente d'un bateau de migrants près de l'île italienne de Lampedusa, ont indiqué les garde-côtes italiens. Les victimes retrouvées sont toutes des femmes, dont certaines

enceintes et, selon certains témoins, il y aurait huit enfants et d'autres femmes enceintes parmi les disparus. 22 personnes ont, par ailleurs, pu être secourues et transportées jusqu'au port de Lampedusa, au large de la Sicile.

«On ne peut pas mourir comme ça. Il faut identifier les filières (de passeurs) et

encourager les actions pour rendre la Méditerranée plus sûre», a déclaré le maire de Lampedusa, Toto Martello, après ce drame qui survient quelques jours après la commémoration de la tragédie du 3 octobre 2013.

Ce jour-là, une embarcation transportant environ 500 migrants clandestins africains avait fait naufrage près de la même île de Lampedusa, faisant 366 morts.

La catastrophe avait plongé l'Italie dans le deuil et provoqué le lancement de la vaste opération militaire de secours Mare Nostrum, avant qu'une succession d'autres naufrages ne pousse l'Union européenne et des ONG à envoyer des navires de secours.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ 19 000 migrants sont morts ou ont disparu en Méditerranée alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe depuis ce naufrage de Lampedusa, 2016 restant comme une année noire avec 5 143 migrants disparus. **Reda A.**

Attaque contre la police à Paris

Le ministre de l'Intérieur réitère son refus de démissionner

Le ministre français de l'Intérieur, Christophe Castaner, a réitéré hier son refus de démissionner après l'attaque à la préfecture de police (PP) de Paris qui a fait quatre morts jeudi dernier.

Les appels à la démission du ministre de l'Intérieur se sont multipliés de part et d'autre de l'échiquier politique ce week-end après la conférence de presse samedi du procureur du parquet antiterroriste qui a évoqué des signes de radicalisation de l'auteur de l'attaque meurtrière.

Un agent administratif du service informatique armé d'un couteau a tué quatre policiers dans les locaux de la PP, avant d'être abattu par un policier. «Cet homme n'a jamais présenté le moindre signe d'alerte ni de difficultés comportementales», avait déclaré, peu après les faits, M. Castaner lors d'une conférence de presse. Or, d'après les premiers éléments de l'en-

quête, l'auteur de l'attaque se serait notamment réjoui de l'attentat contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* en 2015.

Le Premier ministre, Edouard Philippe, a exprimé son soutien au ministre de l'Intérieur. «J'ai toute confiance en Christophe Castaner, qui a fait état de ce qu'il savait au moment où il s'est exprimé. Il est dans le rôle qui est celui du ministre de l'Intérieur dans de telles circonstances», a-t-il dit dans une interview parue dans *Le Journal du Dimanche*.

Hier, M. Castaner a, une nouvelle fois, exclu de démissionner. Il a déclaré au micro de France Inter qu'il ne s'estimait pas «personnellement responsable». «La première faille de notre système, c'est qu'il n'y ait pas eu de signalement et surtout que celui-ci n'ait pas été automatique», a-t-il dit avant de plaider pour un signalement automatique après chaque alerte. **R. F.**

ACTU...

El Tarf

Saisie de 450 grammes de corail brut

Les services de la Sûreté urbaine de la commune d'El Chatt relevant de la daïra de Ben M'hidi (El Tarf) ont appréhendé un trentenaire en possession de 450 grammes de corail brut et d'un lot d'équipements et de matériel de pêche, a indiqué dimanche, le chargé de communication à la Sûreté de wilaya d'El Tarf, le commissaire Labidi Mohamed Karim. Originaire de la wilaya de Tébessa, cet individu s'adonnait à la pêche au corail sans autorisation au niveau de la localité côtière d'El Chatt, a ajouté le commissaire Labidi.

Le mis en cause a été arrêté en possession de 450 g de corail ainsi que divers équipements nécessaires à la pêche dont une combinaison de plongée sous-marine, un moteur, une paire de palmes, ainsi que deux montres, une boussole, une balance électronique et une grande épée (espardon).

Après élaboration du dossier judiciaire, le mis en cause, poursuivi pour pêche illicite de corail, a reçu une citation directe de comparution devant le tribunal correctionnel de Dréan, a indiqué la même source. **T. K.**

En possession d'un voyageur algérien venu de Paris

Un pistolet automatique saisi à l'aéroport Houari Boumediene

Les services des Douanes ont saisi un pistolet automatique, dimanche soir à l'aéroport international Houari Boumediene d'Alger, a appris l'APS hier, auprès de la direction générale des douanes (DGD). Le pistolet était en possession d'un voyageur algérien venu de Paris (France) à bord du vol AH 1013 d'Air Algérie, selon les services des Douanes. Ces mêmes services avaient saisi un pistolet automatique de type Bruni 8 mm le 20 septembre dernier à l'aéroport international Houari Boumediene. Le pistolet, qui était soigneusement dissimulé dans les bagages de l'un des voyageurs venu de France, a été détecté par scanner. **R. N.**

Mila

Un mort et un blessé dans un accident de la circulation

Une fillette âgée de 5 ans est décédée et une autre a été blessée dans un accident de la route survenu dans la mechta d'El Fessikh, dans la commune de Tadjanet (wilaya de Mila), a-t-on appris hier du président de l'Assemblée populaire communale, Adel Bouguerne. «L'accident s'est produit à proximité de l'école primaire chahid Kouretli Abdelkader, où ces deux élèves sont scolarisées», a précisé à l'APS, le même responsable.

Il s'agit, a-t-il expliqué, d'un bus de transport scolaire qui a heurté et causé la mort de la première fillette près d'un carrefour, situé à proximité de cet établissement scolaire, tandis que la seconde est atteinte de blessures de divers degrés. Les victimes de l'accident ont été acheminées vers la polyclinique de la même commune, a souligné l'élue qui s'était déplacé sur les lieux en compagnie du chef de la daïra de Tadjanet pour présenter leurs condoléances et compatir aux souffrances des proches des deux fillettes. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame. **R. M.**